CEDOCA
COUNTRY OF ORIGIN INFORMATION

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides

22 novembre 2024 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

MALI

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Rue Ernest Blerot 39, 1070 BRUXELLES

T 02 205 51 11
F 02 205 50 01
cgra.info@ibz.fgov.be
www.cgra.be

Résumé

La situation sécuritaire au Sahel s'est dégradée suite aux coups d'Etat au Mali, Burkina Faso et Niger. L'instabilité régionale a entraîné une hausse de la violence, des décès, et des déplacements, avec plus de 10.000 civils tués en 2023.

Toutes les sources consultées indiquent une situation sécuritaire qui a continué de se dégrader au Mali tant en 2023 qu'en 2024, marquée par des insurrections armées constantes, affectant surtout les civils qui continuent à être soumis aux divers violations des droits de l'homme. Les attaques djihadistes ont continué à faire de nombreuses victimes civiles et militaires et les violences communautaires ont persisté surtout dans le centre du Mali. De surcroit, les autorités maliennes ont ajouté un nouveau front de combat en mettant fin à l'Accord de paix de 2015 avec les groupes armés du Nord, et relançant ainsi les combats pour la « reconquête du territoire national ».

Les attaques se sont poursuivies et intensifiées sur l'ensemble du territoire malien, bien que leur fréquence et l'intensité ont varié selon les régions. Le centre et le nord du pays restent les plus touchés par les violences durant les neuf premiers mois de 2024. Cependant, les incursions des groupes terroristes dans le Sud ont atteint même la capitale, marquant ainsi un une intensification des combats dans cette partie du pays, ainsi que leur capacité de frapper Bamako. Le 17 septembre 2024, un attaque d'envergure ciblant deux sites militaires ont fait plus de 70 morts et 250 blessés à Bamako.

Les statistiques de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) indiquent que, du 1er janvier au 20 septembre 2024, les violences contre les civils ont été les plus fréquentes, suivies des combats armés et des violences indirectes, telles que les bombardements et les explosions d'engins explosifs improvisés (EEI).

Le nombre des civils tués par les forces armées maliennes (FAMA) et les mercenaires russes de Wagner est également en augmentation, ce qui érode la confiance de la population envers les autorités maliennes et favorise l'adhésion croissante des certains civils aux groupes extrémistes.

En raison de la dégradation continue du contexte sécuritaire au premier semestre 2024, les violations des droits humains ont augmenté de près de 300 % par rapport à la même période en 2023. Les régions de Gao, Mopti, Douentza, Bandiagara, Ségou et Tombouctou ont été particulièrement touchées, avec des atteintes fréquentes à l'intégrité physique et psychique, des violations de propriété, ainsi que des déplacements forcés de population.

La situation humanitaire demeure préoccupante, avec plus de 330.000 personnes déplacées internes (PDI), 1.792 écoles fermées à cause de la situation sécuritaire, et une insécurité alimentaire aigue pour près de 4 millions de personnes au Mali.

Summary

The security situation in the Sahel deteriorated following the coups d'état in Mali, Burkina Faso and Niger. Regional instability has led to an increase in violence, deaths and displacements, with more than 10,000 civilians killed in 2023.

All the sources consulted indicate that the security situation in Mali continued to deteriorate in both 2023 and 2024, marked by constant armed insurgencies, particularly affecting civilians, who continue to be subjected to various human rights violations. Jihadist attacks continued to cause numerous

civilian and military casualties, and communal violence persisted, especially in central Mali. Moreover, the Malian authorities opened a new battle front by breaking the 2015 Peace Agreement with the armed groups in the north, thereby re-launching the fighting to 'reconquer the national territory'.

Attacks have continued and intensified throughout Mali, although their frequency and intensity have varied from region to region. The centre and north of the country remained the hardest hit by violence during the first nine months of 2024. However, incursions by terrorist groups into the south have reached the capital, marking an intensification of fighting in this part of the country, as well as signaling their ability to strike Bamako. On 17 September 2024, a major attack targeting two military sites left more than 70 people dead and 250 wounded in Bamako.

Statistics from the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) show that, from 1 January to 20 September 2024, violence against civilians was the most frequent type of violence, followed by armed combat and indirect violence, such as shelling and explosions of improvised explosive devices (IEDs).

The number of civilians killed by the Malian armed forces (FAMA) and Wagner's Russian mercenaries was also on the rise, eroding the population's confidence in the Malian authorities and encouraging some civilians to join extremist groups.

As a result of the continuing deterioration in the security context in the first half of 2024, human rights violations increased by almost 300% compared to the same period in 2023. The regions of Gao, Mopti, Douentza, Bandiagara, Ségou and Timbuktu were particularly badly affected, with frequent attacks on physical and moral integrity, property violations and forced population displacements.

The humanitarian situation remains a cause for concern, with more than 330,000 internally displaced persons (IDPs), 1,792 schools closed because of the security situation, and acute food insecurity for almost 4 million people in Mali.

Table des matières

Résumé **2**
Summary **2**
Liste des sigles **5**
Introduction **6**
1. État actuel du conflit **8**
1.1. Au niveau régional 8
1.2. Au Mali 8
2. Attentats de Bamako du 17 septembre 2024 ..... **11**
3. Typologie de la violence **13**
3.1. Nombre d'incidents 13
3.2. Affrontements 14
4. Cibles et nature de la violence **15**
5. Répartition géographique **18**
5.1. Centre 20
5.2. Nord 21
5.3. La zone « des trois frontières » 23
5.4. Sud 23
Annexes **26**
Bibliographie **35**

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CSP	Cadre stratégique permanent
CSP-DPA	Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
FAMA	Forces armées maliennes
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HRW	Human Rights Watch

Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali. Elle porte en particulier sur la période allant du 1er novembre 2023 au 30 septembre 2024.

Le présent document constitue une mise à jour partielle du COI Focus *Mali. Situation sécuritaire* du 21 décembre 2023[1] et se compose de cinq parties : la première résume le contexte sécuritaire au Sahel et au Mali ; la deuxième traite des attentats de Bamako[2] du 17 septembre 2024 ; la troisième aborde la typologie de la violence ; la quatrième examine les cibles et la nature de la violence ; et la cinquième présente la répartition géographique des incidents sécuritaires. Les Annexes (de 2 à 7) contiennent des tableaux détaillés présentant les données des incidents sécuritaires et des décès consécutifs, répertoriées par année et par région, de 2022 à 2024.

Le Cedoca a notamment utilisé à titre de sources d'information des rapports du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs OCHA) et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), des documents issus des forums de recherche internationaux, des rapports et communications d'organisations non gouvernementales (ONG) telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI) ainsi que des articles de presse publiés dans les médias internationaux et nationaux.

En raison de la complexité du conflit armé au Mali et des restrictions imposées à la liberté de la presse, la transparence et la diffusion des informations sont limitées. Par conséquent, il convient de noter que les données disponibles pourraient être sous-estimées en raison du manque d'informations[3].

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés[4]. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues[5]. Pour le Mali, il s'agit notamment des sources suivantes : WhatsApp, Twitter, les Forces armées maliennes (FAMA), Facebook, les publications locales mais aussi un grand nombre de sources confidentielles.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site Internet de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)[6]. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données[7]. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, examine s'il est question de *civilian targeting*, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une estimation indicative[8] du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against*

[1] CGRA - Cedoca, 21/12/2023, url
[2] Le COI Focus Mali *Situation à Bamako* du 19 avril 2024 dresse un état des lieux dans la capitale malienne, couvrant la période de 2021 à 2023. CGRA - Cedoca, 19/04/2024, url
[3] CESA, 01/10/2024, url
[4] ACLED, *About ACLED*, s.d., url
[5] ACLED, 06/2023, p. 7, url
[6] ACLED, 11/2021, url
[7] ACLED, *Resource Library*, s.d., url
[8] « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts »: ACLED, 06/2023, p. 37, url. L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. ACLED, 01/2023, pp. 2-3, url

civilians[9]*.* Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 20 septembre 2024.

À l'instar de sources telles que l'ONU, le Cedoca fait la distinction entre les groupes armés du Nord qui ont signé l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 et les groupes non signataires. Pour désigner cette deuxième catégorie, le Cedoca reprend les termes de groupes terroristes, djihadistes ou encore groupes islamistes.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Mali. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier considérablement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent COI Focus à jour aussi rapidement que possible.

[9] L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, url

1. État actuel du conflit

1.1. Au niveau régional

La dynamique régionale en matière de sécurité a évolué à la suite des coups d'Etat militaires au Mali (2020 et 2021), au Burkina Faso (janvier et septembre 2022) et au Niger (2023). Ces événements ont été suivis par le rejet de l'assistance militaire des partenaires occidentaux traditionnels et des forces des Nations unies, au profit d'une coopération avec la Russie et le recours aux mercenaires du groupe Wagner[10], ce qui a marqué un tournant majeur dans les alliances et les stratégies de sécurité des trois pays sahéliens[11].

Reconnu comme l'une des régions les plus instables d'Afrique au cours des dernières années, le Sahel fait face en 2024 à une intensification de l'insécurité due à l'extrémisme violent, aux réseaux criminels, aux divers trafics ainsi qu'à l'augmentation des conflits entre les agriculteurs et éleveurs. La violence généralisée, combinée à un accès limité aux ressources, aux services essentiels et aux moyens de subsistance, accentue la vulnérabilité régionale et impacte profondément la vie quotidienne des populations locales. Durant les 12 derniers mois, les groupes djihadistes affiliés à al-Qaïda et à l'Etat Islamique ont poursuivi leurs incursions, ont étendu leur emprise et ont frappé le cœur du pouvoir malien en menant une attaque d'envergure à Bamako, en septembre 2024[12].

Au Mali, Burkina Faso et au Niger, le nombre de civils tués a triplé depuis 2020, atteignant plus de 10.000 morts en 2023. Durant le premier semestre 2024, il y a eu une augmentation de 20 % des décès des civils enregistrés par rapport au dernier semestre de 2023 au Sahel central (3.064 décès rapportés de janvier à juin 2024 contre 2.520 décès rapportés de juillet à décembre 2023). Quant au nombre total de victimes durant cette même période, l'ACLED a enregistré 7.620 morts au Sahel, une augmentation de 9 % par rapport à la même période de 2023, de 37 % par rapport à 2022 et de 190 % par rapport à 2021. Par ailleurs, 7,5 millions de personnes vivant dans cette région sont victimes d'une « insécurité alimentaire sévère ». Le Conseil de sécurité des Nations unies a exprimé, fin mai 2024, sa préoccupation face à la dégradation persistante de la situation sécuritaire, politique et humanitaire en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Les attaques des groupes islamistes militants ont entraîné le déplacement de plusieurs millions de personnes, la fermeture de milliers d'établissements scolaires, et plongé 12,7 millions d'individus dans une situation d'insécurité alimentaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger[13].

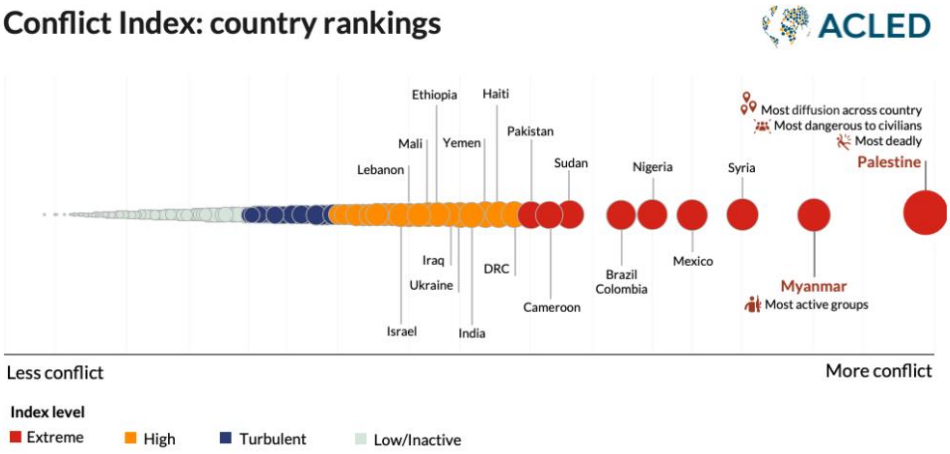
1.2. Au Mali

Dans le *Global Terrorism Index* de 2024, le Mali se classe au troisième rang parmi les nations les plus touchées par le terrorisme, gagnant en 2023 une place par rapport à l'année précédente et quatre places par rapport à 2021. Selon ce même indice, le contexte sécuritaire a continué de se détériorer, malgré une diminution de 20 % du nombre de décès en 2023 après sept années consécutives d'augmentation. Le rapport souligne qu'à la différence des autres pays de la région, au Mali, le nombre de décès parmi les civils a dépassé celui des militaires, les civils représentant 45 % des victimes, contre 35 % pour les forces armées[14]. En effet, les civils sont quotidiennement confrontés à des

[10] Ou de son successeur, « Africa Corps ». ACLED, 30/09/2024, url
[11] ACLED, 30/09/2024, url
[12] CESA, 26/08/2024, url ; CESA, 01/10/2024, url ;
[13] ACLED, 14/08/2024, url ; Jeune Afrique, 19/092024, url ; France24, s.d., url ; Reuters, 24/09/2024, url ; UN News, 24/05/2024, url ; CESA, 20/08/2024, url ; ACLED, 30/09/2024, url
[14] IEP, 06/03/2024, url

violations de leurs droits et à des atteintes à leur dignité, en raison de l'intensification des conflits et des violences sous diverses formes. Initialement concentrées dans les régions du Nord, ces violences se sont progressivement étendues au centre et au sud du pays. En parallèle, la forte croissance démographique et les impacts du dérèglement climatique aggravent ces tensions, mettant en péril la sécurité alimentaire à l'échelle nationale[15].

Dans le *Global Conflict Index*[16] établi par l'ACLED, le Mali a été classé 18ème parmi tous les pays en conflit. Le pays figure ainsi parmi ceux enregistrant des niveaux de violence élevés, avec un taux de létalité (le nombre de décès liés aux conflits) qui le place au 12ème rang[17].



Le niveau de violences au Mali durant les six premiers mois de 2024 selon le Global Conflict Index[18]

La situation sécuritaire en 2024, marquée par une instabilité croissante, est alimentée par des insurrections armées et une fragmentation des groupes militants[19], en particulier dans les régions du Centre et du Nord, où le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou JNIM suivant son acronyme arabe) et l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) sont le plus actifs. Le retrait des forces militaires occidentales exigé par la junte malienne, y compris celui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), a exacerbé la crise sécuritaire au Mali[20]. Selon les propos de l'expert indépendant des Nations unies, Alioune Tine, au Mali,

> « les attaques contre les civils continuent, les attaques contre l'armée malienne continuent. Les exactions continuent contre les civils. Les civils sont souvent pris entre le marteau et l'enclume. Le marteau des djihadistes et l'enclume à la fois de l'armée malienne et de Wagner »[21].

[15] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[16] Il s'agit d'une évaluation faite par l'ACLED pour chaque pays et territoire du monde selon quatre indicateurs (deadliness, danger to civilians, geographic diffusion, and armed group fragmentation) sur la base d'une analyse des données sur les violences politiques recueillies au cours de l'année écoulée. Les 50 pays et territoires les mieux classés connaissent des niveaux de conflit extrêmes, élevés ou turbulents. Ce classement mondial est basé sur les données des six premiers mois de 2024. ACLED, s.d., url;
[17] ACLED, 14/08/2024, url
[18] ACLED, 14/08/2024, url
[19] Les groupes armés ou insurgés actifs au Mali sont nombreux et divisés en plusieurs factions, souvent distinctes par leurs objectifs, idéologies ou affiliations. Ces groupes peuvent inclure des insurgés, des milices communautaires ou des groupes terroristes.
[20] ACLED, 14/08/2024, url ; CESA, 19/09/2024, url
[21] DW, 08/04/2024, url

L'accord de paix signé en 2015 (dit Accord d'Alger) entre le gouvernement malien et une coalition de groupes armés, principalement constituée de membres de l'ethnie touareg[22] a été officiellement annulé fin janvier 2024, à la suite d'une déclaration des autorités de transition maliennes. Depuis cette rupture, on note une intensification des hostilités et des opérations de « reconquête du territoire national » menées par les Forces armées maliennes (FAMA) avec l'aide des paramilitaires russes. Il s'agit notamment des régions situées dans le nord du pays, la zone des trois frontières et les régions du Centre, marquées par la reprise du contrôle de localités telles que Ber et Kidal par l'armée malienne[23]. Cet accord de paix maintenait un cessez-le-feu entre les deux parties et prévoyait une décentralisation ainsi que « la création d'une armée reconstituée intégrant les anciens groupes armés signataires, et des mesures de développement économique spécifiques au Nord du pays, le tout appuyé par un effort de dialogue, de justice et de réconciliation nationale »[24]. Il résulte de la dénonciation de cet accord de paix, une multiplication des attaques contre les civils menées tant par les groupes djihadistes que par les forces gouvernementales appuyées par les mercenaires russes, plus de 330.000 personnes déplacées de force et une insécurité alimentaire aigue pour près de 4 millions de personnes au Mali. Les statistiques du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) publiées le 19 septembre 2024 montrent que « les 1.250 morts infligées aux civils par les forces de sécurité au cours des 12 derniers mois sont presque trois fois plus nombreuses que les 430 morts liées aux groupes islamistes militants au cours de la même période »[25].

Les milices ethniques ont également été impliquées dans des attaques et des homicides visant des civils au cours du premier semestre 2024. Ces violences s'inscrivent dans un cycle de représailles entre différentes communautés, alimenté par des tensions ethniques et souvent instrumentalisées par les groupes djihadistes[26].

En mai 2024, 18 % des établissements scolaires étaient fermés au Mali en raison de l'insécurité, selon les données[27] fournies par le Cluster Education Mali[28]. Cette situation privait plus de 537.000 enfants d'accès à l'éducation, qui aurait dû être assurée par 10.752 enseignants. Le nombre total d'établissements scolaires fermés en mai 2024 à cause de la situation sécuritaire s'élève à 1.792, un chiffre stable par rapport à mars 2024, lorsque 1.788 écoles étaient déjà fermées[29]. Une étude de janvier 2024 révèle que 62 % des ménages interrogés considèrent l'environnement scolaire de leurs enfants comme non sécurisé, les privant de leur droit à l'éducation et augmentant leur vulnérabilité à des risques tels que les mariages précoces, l'exploitation sexuelle et les enlèvements[30].

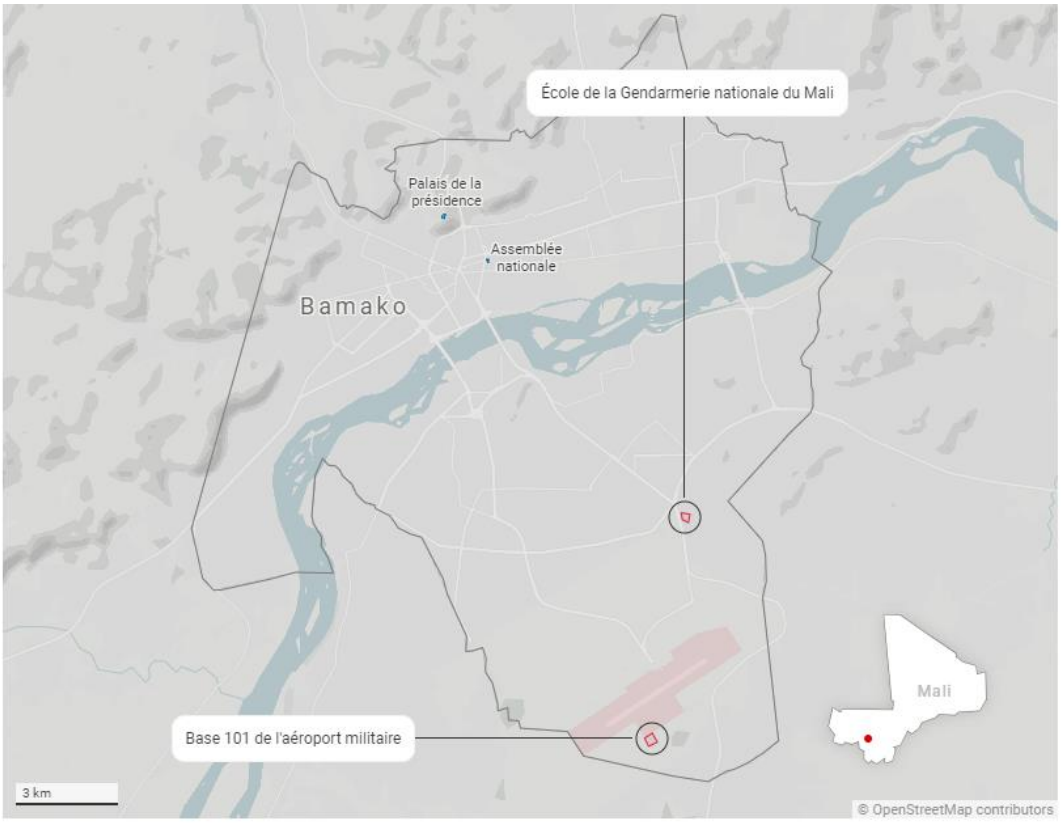
Selon les chiffres officiels, environ 550.000 personnes ont été affectées par la fermeture définitive, le dysfonctionnement ou le fonctionnement partiel de 81 structures de santé dans les régions de Gao, Kidal, Mopti, Taoudénit et Tombouctou, en raison de l'insécurité. En août 2024, 96 % des structures sanitaires étaient encore fonctionnelles[31].

[22] Depuis avril 2024, il s'agit d'une nouvelle entité politique: le Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA), présidée par Bilal Ag-Acherif. Le Monde, 03/05/2024, url
[23] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url ; ICG, 20/02/2024, url ; ICG, s.d., url
[24] BBC, 26/01/2024, url
[25] ACLED, 14/08/2024, url; CESA, 19/09/2024, url
[26] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[27] La région de Kayes n'est pas couverte par le monitoring ; pour la région de Ségou, le chiffre du nombre total des écoles ne concerne que l'académie de Ségou ; pour la région de Koulikoro, le chiffre du nombre total des écoles ne concerne que les cercles de Banamba et Nara ;
[28] « Depuis 2012, le Cluster Éducation au Mali est géré en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), Save the Children, et UNICEF ». Reliefweb, s.d., url
[29] Reliefweb, 10/07/2024, url
[30] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[31] Health Cluster, 20/08/2024, url ; Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url

Au 31 mai 2024, le Mali comptait 330.713 personnes déplacées internes (PDI), un chiffre en baisse de 7 % par rapport à décembre 2023. Le nombre de PDI retournées a, quant à lui, augmenté de 6 %, atteignant 45.456 personnes. A la fin du mois de mai 2024, le Mali accueillait 94.217 réfugiés, principalement en provenance du Burkina Faso, du Niger et de la Mauritanie[32]. Le graphique 8 se trouvant dans l'Annexe montre l'évolution du nombre de PDI de 2012 au mai 2024.

2. Attentats de Bamako du 17 septembre 2024

Le 17 septembre 2024, environ 20 assaillants ont attaqué à Bamako l'école nationale de gendarmerie située dans le quartier Faladié et la base aérienne 101, située à l'immédiate proximité de l'aéroport international Modibo-Keïta[33]. Des images authentifiées par Le Monde montrent plusieurs corps de gendarmes calcinés à l'intérieur de la cour de l'école nationale de gendarmerie, incendiée aux alentours de 5h30 du matin. D'après des sources non officielles, ces attaques auraient fait au moins 70 morts et 255 blessés parmi les forces armées et la gendarmerie malienne[34].



Géolocalisation des attaques terroristes du 17 septembre 2024 à Bamako[35]

[32] IOM, 20/06/2024, url
[33] Le site abrite la principale base militaire aérienne du pays, mais aussi une base utilisée par les paramilitaires russes de Wagner. ICG, 24/09/2024, url ; Jeune Afrique, 19/09/2024, url
[34] Le Grand Continent, 20/09/2024, url ; RFI, 20/09/2024, url ; Jeune Afrique, 19/09/2024, url ; ICG, 24/09/2024, url
[35] Le Grand Continent, 20/09/2024, url

Un article de Jeune Afrique fournit une description détaillée de l'attaque du 17 septembre :

> « Les jihadistes ont attaqué avant l'aube l'école de la gendarmerie et donné l'assaut à l'aéroport militaire proche. Ils se sont assurés temporairement le contrôle d'une partie de la plateforme et du pavillon présidentiel où arrivent et partent le chef de l'État et ses hôtes. Des images de propagande du GSIM montrent ses hommes détruisant des appareils. La capitale n'avait pas été le théâtre d'une telle opération depuis 2016 alors que d'autres régions du pays sont en proie à des attaques quasi quotidiennes »[36].

Marie Toulemonde, journaliste pour Jeune Afrique, considère qu'à travers cette attaque, le GSIM a réalisé une « démonstration de force sans précédent »[37]. Selon d'autres analystes sahéliens, les terroristes du GSIM ont cherché à démontrer leur capacité à frapper la capitale, deux jours après le discours du président malien, le colonel Assimi Goïta, qui avait annoncé des « éclatantes victoires sur le terrain » à l'occasion du premier anniversaire de l'Alliance des États du Sahel (AES)[38]. Le chef de la junte malienne et président en exercice de l'AES, avait déclaré le 15 septembre 2024 que les groupes armés terroristes avaient été « considérablement affaiblis » grâce à la stratégie conjointe des trois pays membres[39].

Les autorités maliennes n'ont pas publié un bilan officiel de l'attaque, se limitant à indiquer qu'il y avait eu « quelques pertes en vies humaines »[40]. Quelques jours plus tard, à l'occasion de la fête de l'indépendance, Assimi Goïta a réaffirmé son engagement à poursuivre les « opérations de stabilisation » et le « redéploiement » de l'armée dans le pays, tout en appelant la population à la vigilance[41].

Selon Jean-Hervé Jezequel, directeur du projet Sahel pour l'ICG,

> « Ces deux attaques constituent, incontestablement, un coup très dur porté à la stratégie sécuritaire des militaires au pouvoir [...] Par son ampleur et sa durée – près de neuf heures -, l'assaut a mis en lumière les défaillances et les vulnérabilités du système de renseignement et de défense malien. […] Les attaques comme celles de Bamako rappellent donc aux autorités maliennes que leurs ressources militaires sont limitées, et qu'en ouvrant de nouveaux fronts, elles ont fini par s'exposer et se fragiliser dans leur propre capitale »[42].

Mohamed Dagnoko, correspondant de Voice of America Afrique à Bamako, a expliqué lors d'une émission en direct qu'une certaine panique avait régné autour de l'école de gendarmerie dans les 48 à 72 heures suivant l'attaque. Bien que l'activité ait initialement diminué dans la zone, la situation est rapidement revenue à la normale. Depuis lors, les habitants ont repris leurs activités habituelles autour de l'école ainsi que dans toute la ville de Bamako, laissant l'impression que l'incident appartient déjà au passé[43]. Un employé d'une organisation non gouvernementale malienne, interrogé par le Cedoca le 26 septembre 2024, a confirmé que la vie à Bamako est revenue à la normale après les attentats. Il a précisé que depuis ces événements, un important dispositif de sécurité a été déployé dans la

[36] Jeune Afrique, 19/09/2024, url
[37] Jeune Afrique, 19/09/2024, url
[38] En septembre 2023, les dirigeants du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont formé l'Alliance des États du Sahel (AES), initialement conçue comme un pacte de défense visant à « lutter contre le terrorisme ». Par la suite, les trois juntes au pouvoir dans ces pays ont décidé de se retirer de la CEDEAO, invoquant la préservation de leur « souveraineté ». En juillet 2024, elles ont renforcé ce pacte en établissant la Confédération des États de l'AES, consolidant ainsi leur alliance de défense mutuelle. RFI, 16/09/2024, url
[39] Jeune Afrique, 19/09/2024, url
[40] Jeune Afrique, 19/09/2024, url
[41] The New Humanitarian, 23/09/2024, url; RFI, 23/09/2024, url; Jeune Afrique, 19/09/2024, url
[42] ICG, 24/09/2024, url
[43] VOA, 25/09/2024, url

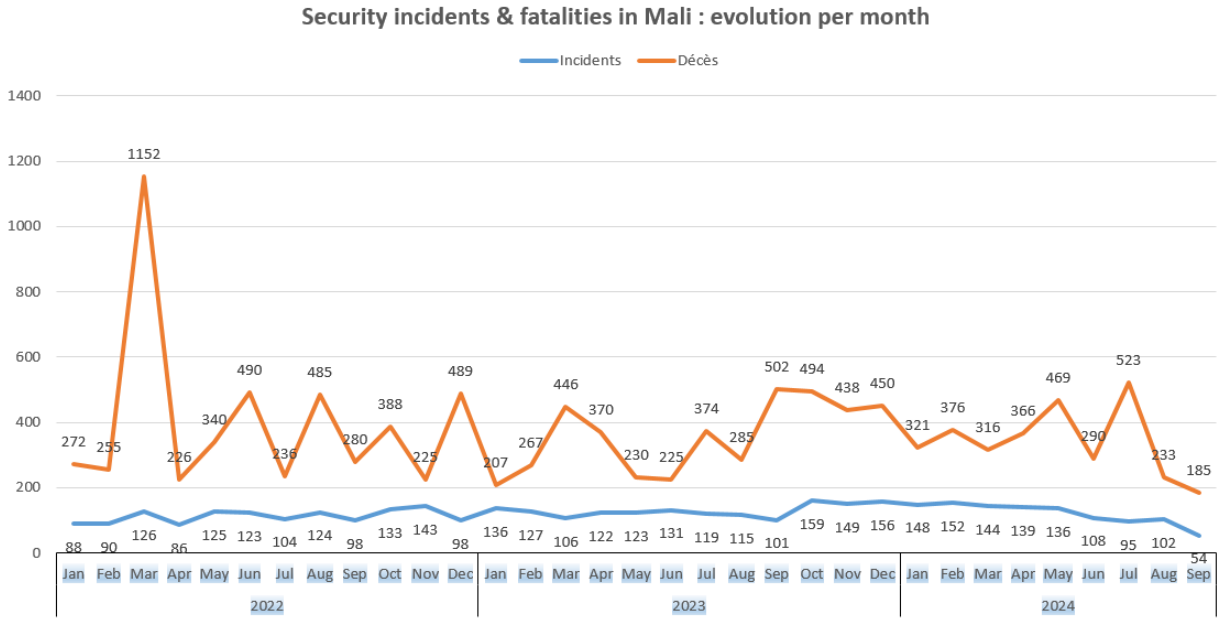
capitale, avec des patrouilles renforcées et des contrôles systématiques et approfondis des véhicules entrant dans la ville. Mis à part ces mesures, la vie quotidienne à Bamako s'est stabilisée et suit son cours habituel, selon lui[44].

Deux jours après l'attaque terroriste, les autorités ont décidé de fermer, pour des raisons d'ordre public, sept marchés à bétail à Bamako et dans ses environs, craignant que le commerce de bétail ne devienne un moyen pour les groupes armés terroristes d'accéder à la capitale. En outre, d'autres mesures de sécurité ont été prises dans la foulée des attentats, notamment le retrait des véhicules abandonnés le long des routes par leurs propriétaires, afin de prévenir tout risque d'incident[45].

3. Typologie de la violence

3.1. Nombre d'incidents

Malgré la difficulté de recueillir des chiffres exacts, les données répertoriées par l'ACLED dessinent les tendances en matière de violences perpétrées au Mali. Pour la période allant du 1er janvier au 20 septembre 2024, l'ACLED a recensé 1.078 incidents (catégories *battles* + *remote violence* + *violence against civilians*) au Mali au cours desquels 3.079 personnes ont été tuées (militaires, civils et combattants non-étatiques). Pour l'ensemble de l'année 2023, la même source avait enregistré 4.288 décès au cours de 1.544 incidents tandis qu'en 2022, le bilan s'élevait à 4.838 morts dans 1.338 incidents. Le graphique suivant présente le nombre de décès (en orange) et les incidents (en bleu) répertoriés mensuellement, du 1er janvier 2022 au 20 septembre 2024 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, du 1er janvier 2022 au 20 septembre 2024[46]

[44] Employé d'une ONG malienne basée à Bamako, entretien téléphonique, 26/09/2024
[45] DW, 20/09/2024, url ; Maliweb.net, 25/09/2024, url ; Studio Tamani, 25/09/2024, url ; MaliJet, 25/09/2024, url
[46] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

3.2. Affrontements

Les attaques se sont poursuivies et intensifiées sur l'ensemble du territoire malien, bien que leur nombre et leur intensité varient selon les régions. Le centre et le nord du pays restent les plus gravement affectés, et cela coïncide avec la fin de l'Accord d'Alger et le retrait des troupes occidentales et de l'ONU. Les groupes armés djihadistes continuent à lancer des offensives contre les positions militaires, occupent des territoires, contrôlent des voies de communication et des axes de transit, attaquent et imposent des blocus sur des localités. Bien que de nombreux incidents touchent indistinctement les civils, les hommes et les garçons sont souvent ciblés lors des attaques des groupes armés, en raison de soupçons liés à leur soutien présumé à l'Etat[47].

L'augmentation du nombre d'attaques menées par des groupes extrémistes violents sur l'ensemble du territoire malien se traduit également par une hausse des embuscades contre les forces de sécurité. Ces attaques sont passées de 5 en 2021 à 12 en 2023, et pourraient probablement atteindre 10 en 2024. Selon les spécialistes du CESA, l'Etat malien a ainsi perdu le contrôle d'environ 50 % du territoire[48].

En réponse aux attaques des groupes djihadistes, les FAMA, appuyées par les mercenaires de Wagner, mènent des offensives dans le but de « sécuriser le territoire national », mais qui engendrent un nombre croissant de victimes civiles. Les communautés touareg, arabophones et peules du nord du Mali figurent également parmi les cibles de ces offensives, selon Héni Nsaibia, chercheur Afrique de l'Ouest à l'ACLED[49]. Depuis la mort d'Evgueni Prigojine[50] en août 2023, l'ACLED constate une augmentation de 81 % des violences impliquant les mercenaires russes au Mali, ainsi qu'une augmentation de 65 % des décès parmi les civils par rapport à l'année précédente[51].

Héni Nsaibia explique l'évolution du conflit au Mali a évolué au fil du temps :

> « The conflict has also rapidly become more technological through the multipurpose use of drones, but especially the growing use of drone-delivered explosives by different actors, in particular Wagner mercenaries and insurgents from the al-Qaeda-affiliated Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM). FAMa and the Wagner Group have also committed mass killings of civilians, torture, abductions, and looting, particularly of cattle. In one instance, they beheaded five people and put their heads on sticks in the center of the village »[52].

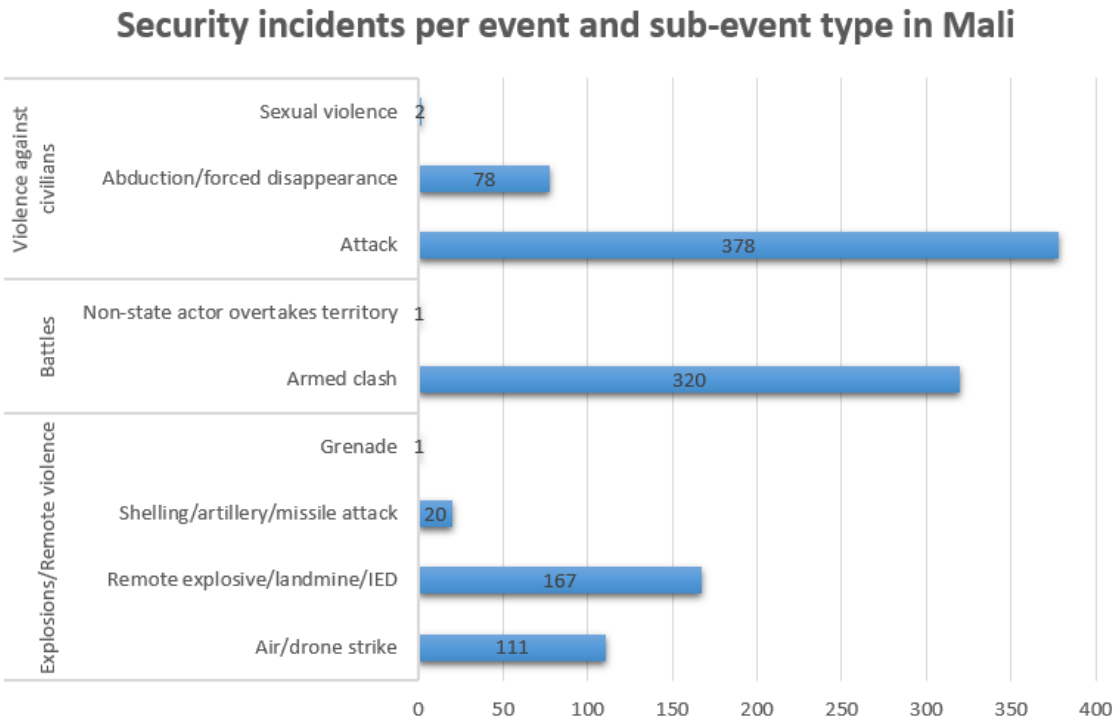
L'armée malienne et ses partenaires russes sont également ciblés dans le cadre du conflit au Mali et subissent parfois des lourdes pertes sur le terrain. D'après Le Monde, les rebelles du Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA)[53] ont commencé à utiliser des drones depuis l'été 2024, avec le soutien de l'Ukraine. Ces nouvelles capacités aériennes leur ont permis de mener des frappes contre les FAMA et les mercenaires de Wagner, modifiant ainsi l'équilibre des forces sur le terrain en ciblant de manière plus efficace les positions militaires adverses et influençant ainsi la dynamique du conflit[54]. À titre d'exemple, fin juillet 2024, des FAMA et des mercenaires de Wagner engagés dans une mission contre les rebelles du CSP-DPA visant à reprendre des territoires dans le nord du Mali ont été repoussés dans une embuscade, à laquelle le GSIM s'est rallié, à la frontière

[47] CESA, 26/08/2024, url; Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url ; Le Monde, 10/10/2024, url
[48] CESA, 26/08/2024, url; Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url ; Le Monde, 10/10/2024, url
[49] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url ; Le Monde, 10/10/2024, url;
[50] L'ex responsable du groupe Wagner.
[51] ACLED, 21/08/2024, url
[52] ACLED, 21/08/2024, url
[53] Coalition de groupes armés au Mali, principalement composée de mouvements touaregs et arabes, créée pour représenter les intérêts des ex-rebelles et des groupes signataires de l'Accord de paix d'Alger de 2015. Le Monde, 03/05/2024, url
[54] Le Monde, 10/10/2024, url

algérienne, près de la localité Tinzaouaten. Selon des chiffres cités par le revue Le Grand Continent, l'attaque s'est soldée par la mort d'environ 50 mercenaires russes, faisant plusieurs blessés ainsi que des prisonniers aux mains des rebelles touareg[55]. Les chiffres publiés par le CSP-DPA évoquent un bilan plus lourd : 47 soldats maliens et 84 mercenaires tués[56]. Lors d'une autre attaque menée le 25 août 2024 dans cette même région, les FAMA ont frappé à l'aide des drones des positions terroristes dans la localité de frontière Tinzaouaten. Les membres du CSP-DPA ont indiqué que les frappes ont visé des civils et une pharmacie faisant 21 morts parmi la population dont 11 enfants[57].

4. Cibles et nature de la violence

Selon les statistiques de l'ACLED, du 1er janvier au 20 septembre 2024 les violences contre les civils représentent la forme de violence la plus fréquente, avec 458 incidents, suivies des combats (321) et des violences indirectes, telles que les bombardements ou les explosions d'engins explosifs improvisés (EEI), avec 299 incidents[58].



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, du 1er janvier 2022 au 20 septembre 2024[59]

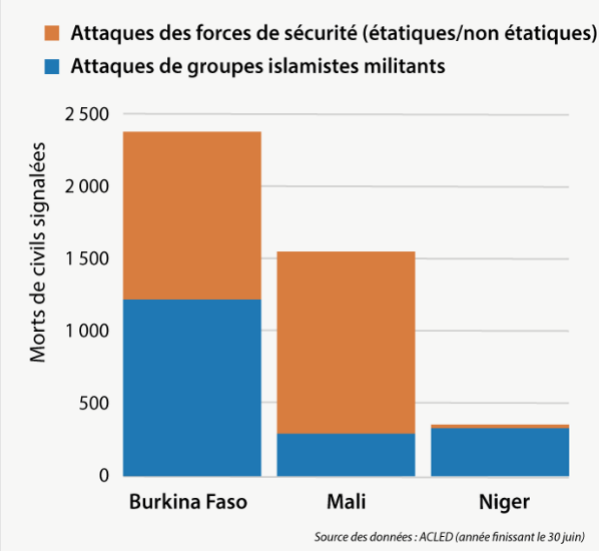
Concernant les violences contre les civils, 378 attaques et 78 enlèvements ou disparitions forcées ont été recensés durant cette même période. Pour la catégorie *Explosions/Remote violence*, l'ACLED a

[55] Le Grand Continent, 31/07/2024, url
[56] Le Monde, 23/09/2024, url ; Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url ; VOA, 29/07/2024, url
[57] RFI, 26/08/2024, url
[58] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[59] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

enregistré 111 frappes aériennes et attaques par drones, 167 explosions d'EEI, 20 tirs d'artillerie ou attaques par missiles ainsi qu'une attaque à la grenade[60]. Le chiffres du Cluster Protection Mali[61] sont encore plus élevés pour le premier semestre de 2024 : 889 atteintes à la liberté et la sécurité des personnes ont été documentées, dont 632 enlèvements et disparitions forcées et 95 cas d'arrestation et/ou détention arbitraire et illégale[62].

L'utilisation d'EEI a également augmenté au Mali ces dernières années, représentant une menace majeure pour la sécurité des civils, notamment à cause des zones contaminées par des engins de guerre non explosés. Durant le premier semestre 2024, l'ACLED a recensé 108 incidents liés aux EEI principalement à Mopti, Ségou, Tombouctou, Kidal, Koulikoro, Ménaka, Sikasso et Gao. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), le nombre d'incidents liés à des explosifs observé sur les cinq premiers mois de l'année 2024 dépasse déjà celui des années 2022 et 2023[63].

D'après une analyse du CESA, le nombre des civils tués par les FAMA et les mercenaires russes est passé de 84 en 2019 à 924 en 2023 et pourrait dépasser les 1.000 en 2024. Ces attaques érodent la confiance de la population envers les autorités maliennes et alimentent l'adhésion croissante aux groupes extrémistes[64].



Violence contre les civils du 1er janvier au 30 juin 2024[65]

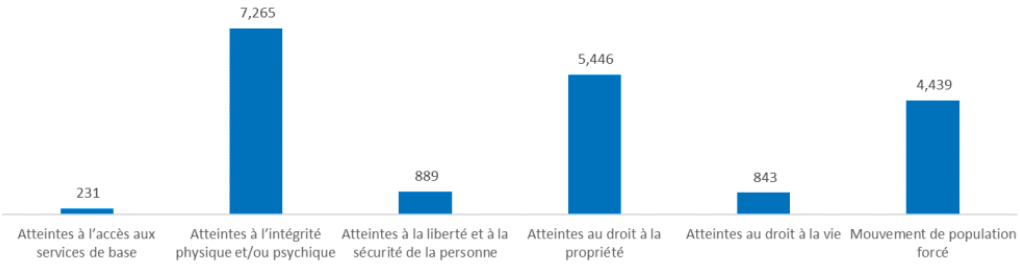
Par ailleurs, la reprise des combats avec les séparatistes touareg dans le nord du Mali aurait donné l'espace nécessaire aux groupes islamistes pour se réorganiser et progresser vers le sud du pays[66].

[60] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[61] Le Cluster Protection du Mali, activé en 2012 et dirigé par le HCR, coordonne les actions humanitaires visant à prévenir et répondre aux risques de protection et aux violations des droits humains pour les populations affectées par les crises, en appui aux autorités maliennes. Cluster Protection du Mali, s.d., url
[62] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[63] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[64] CESA, 01/10/2024, url
[65] CESA, 26/08/2024, url
[66] CESA, 24/09/2024, url

Le Cluster Protection Mali enregistre lui aussi une dégradation continue du contexte sécuritaire et de protection au premier semestre 2024, avec une augmentation de presque 300 % des violations des droits humains par rapport à la même période du 2023. La source a documenté plus de 19.000 violations de droits humains durant le premier semestre de 2024, contre près de 5.000 durant la même période de 2023. Par ailleurs, une augmentation de 11 % des violations des droits humains envers les enfants, ainsi qu'une hausse de 66 % des violences basées sur le genre (7.641 incidents ont été recensés de janvier à juin 2024, contre 4.591 sur la même période en 2023) enregistrées au cours de la même période[67].

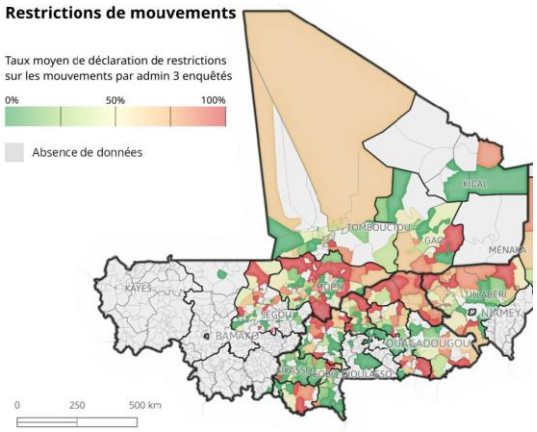
Le rapport du Cluster Protection Mali d'août 2024 note :

> « Les catégories de violations les plus fréquentes au cours de cette période sont les atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique, les atteintes au droit à la propriété et le mouvement forcé de population. Les régions les plus touchées sont Gao, Mopti, Douentza, Bandiagara, Ségou et Tombouctou »[68].



Violations de droits humains enregistrées au Mali durant le premier semestre de 2024[69]

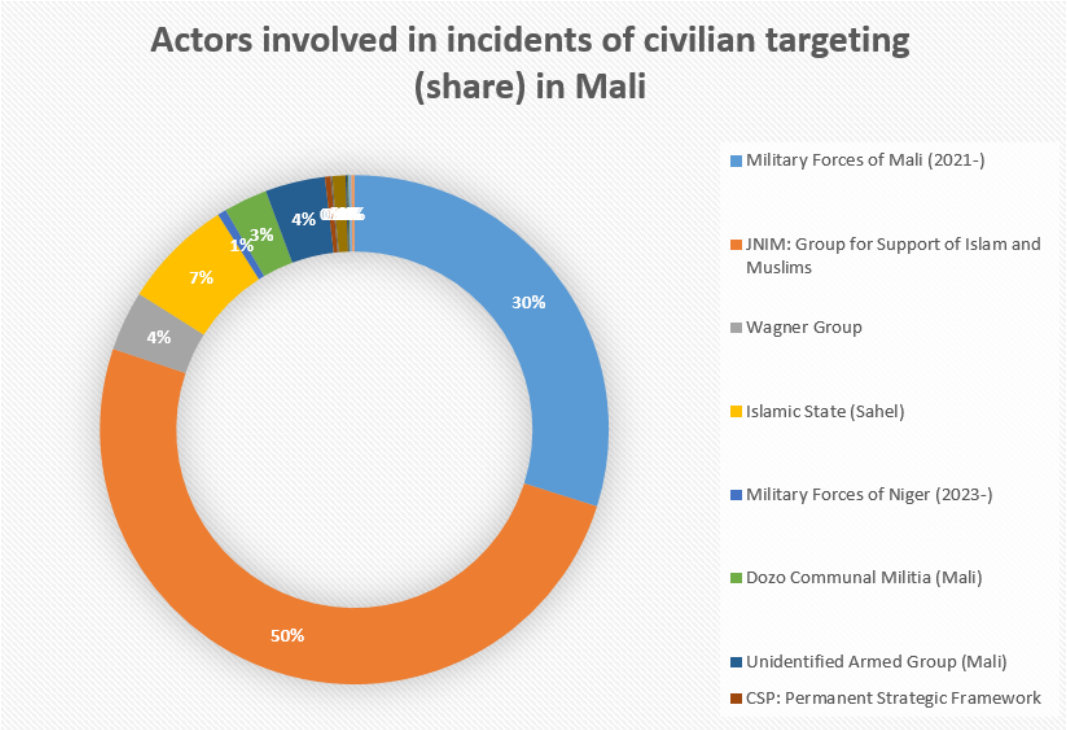
Les groupes armés instaurent des blocus pour isoler les civils, limitant leur liberté de mouvement et émettant des ultimatums, souvent basés sur des suspicions de loyauté envers l'Etat. Ces blocus sont utilisés comme levier de pression pour forcer l'Etat à engager des négociations. Au cours des six premiers mois de 2024, 913 cas de restrictions à la liberté de mouvement et plus de 3.500 déplacements forcés en raison des violences ont été signalés[70].



Restrictions de mouvements entre mai 2021 et aout 2023[71]

[67] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[68] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[69] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[70] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url
[71] Protection Cluster, HCR, 12/08/2024, url

Le graphique suivant illustre la répartition des acteurs impliqués dans des incidents ciblant des civils au Mali entre le 1er janvier et le 20 septembre 2024. Parmi les principaux responsables, le JNIM est à l'origine de 50 % des attaques, tandis que les FAMA et Wagner sont impliquées dans 34 % de ces incidents[72].



Acteurs des violences contre les civils au Mali du 1-er janvier au 20 septembre 2024[73]

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent la cible principale ou unique. Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il n'est pas en service et est donc non armé[74].

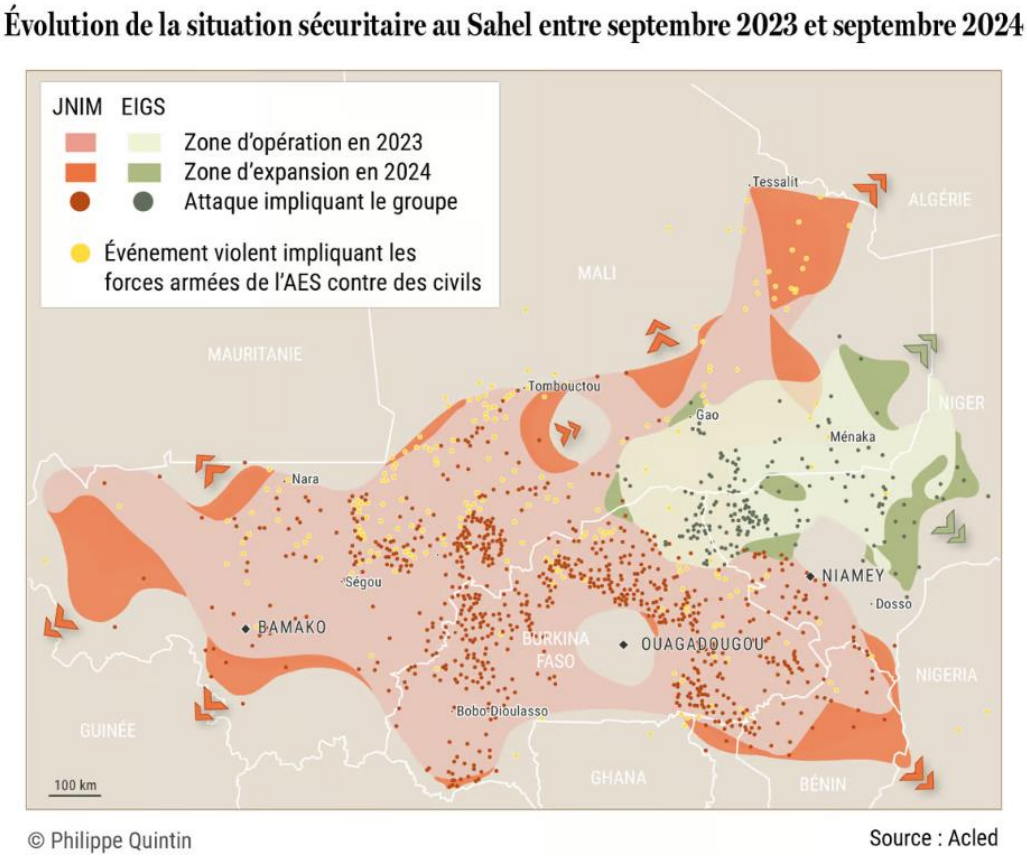
Dans les Annexes de ce COI Focus sont reprises les données complètes des violences enregistrées par l'ACLED au Mali ainsi que le nombre des victimes par année, de 2022 au 20 septembre 2024.

5. Répartition géographique

La carte ci-dessous, basée sur les données de l'ACLED pour la période allant de septembre 2023 à septembre 2024, met en lumière l'expansion des deux principaux groupes djihadistes dans le Sahel central et montre l'ampleur du territoire sous l'influence du GSIM. Cette progression vers le Sud révèle

[72] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[73] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[74] ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, url

la capacité du groupe à s'implanter dans des zones qu'il considère stratégiques. Selon le CESA, l'extension des groupes terroristes a entraîné une perte de contrôle de l'Etat sur environ 50 % du territoire malien[75].



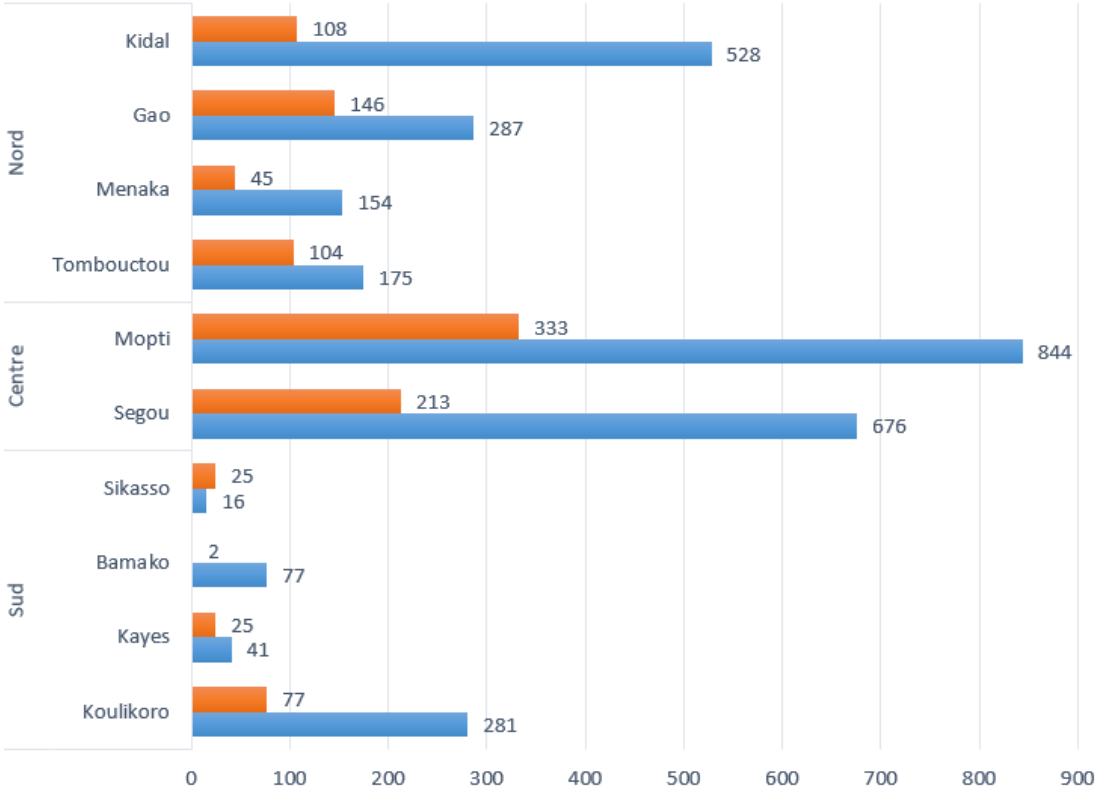
L'expansion des groupes djihadistes au Sahel de septembre 2023 à septembre 2024[76]

Cité par Reuters, Caleb Weiss, expert en groupes djihadistes, estime que les régimes au Mali, au Niger et au Burkina Faso ne parviendront pas à maintenir indéfiniment leur contrôle et prédit qu'un de ces pays finira par s'effondrer ou perdre une partie importante de son territoire, comme c'est déjà le cas au Burkina Faso. Cela pourrait conduire à l'émergence d'un ou plusieurs Etats djihadistes dans la région du Sahel[77]. Depuis sa formation, le GSIM a progressivement élargi son champ d'action, couvrant actuellement une grande partie du Mali, quasiment tout le Burkina Faso, et s'étendant à plusieurs régions du Niger. Plus récemment, son influence s'est également étendue au nord du Bénin et du Togo[78].

L'analyse des données collectées par l'ACLED entre le 1er janvier et le 20 septembre 2024 révèle que le centre et le nord du Mali restent les principaux foyers de violence. Cette situation est principalement imputable aux activités des groupes armés non étatiques, aux conflits interethniques et à l'absence de contrôle gouvernemental dans certaines régions. Le graphique ci-dessous illustre les incidents

[75] CESA, 26/08/2024, url
[76] Jeune Afrique, 19/092024, url
[77] Reuters, 24/09/2024, url
[78] Jeune Afrique, 19/092024, url ; ICG, 24/09/2024, url

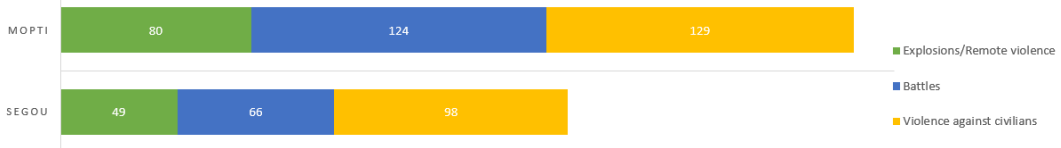
sécuritaires et les décès enregistrés par l'ACLED du 1er janvier au 20 septembre 2024, répartis par région :



Incidents et décès enregistrés au Mali du 1er janvier au 20 septembre 2024[79]

5.1. Centre

Historiquement instable, le Centre est devenu le foyer majeur de violences au Mali, amplifiées par la présence de groupes armés liés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique, ainsi que par des inégalités intercommunautaires. Dans cette région, les attaques sont fréquemment motivées par des cycles de représailles et des conflits entre les communautés locales mais sont également « les conséquences directes du retour violent de l'État à travers l'intensification des opérations militaires des Forces armées maliennes (FAMa) »[80]. Mopti est la région la plus affectée du 1er janvier au 20 septembre 2024, avec 844 décès et 333 incidents de sécurité durant cette période. À Ségou, on dénombre 676 décès liés à 213 incidents[81].



Incidents sécuritaires par type du 1er janvier au 20 septembre 2024[82]

[79] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[80] FIDH, 11/2022, url
[81] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[82] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

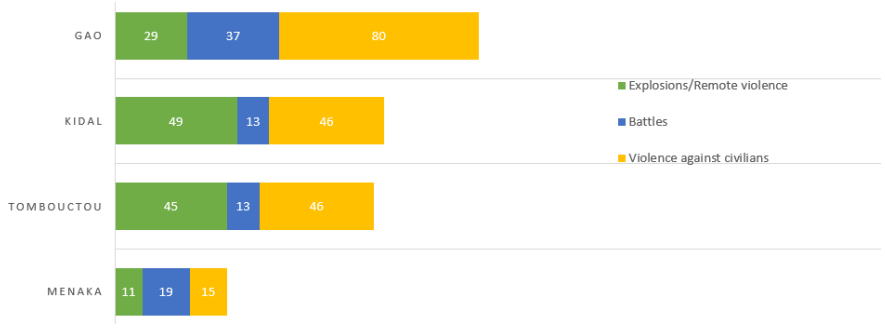
À titre d'exemple, des violences documentées par Human Rights Watch (HRW) dans le centre du Mali révèlent les graves abus auxquels les villageois sont exposés dans un contexte de tensions intercommunautaires, amplifiées par la présence de la milice Dan Na Ambassagou. Lors d'une attaque menée par le GSIM, le village d'Ogota, majoritairement peuplé de Dogons, a été pris pour cible, entraînant la mort de 32 civils, dont 3 enfants, l'incendie de 350 habitations, et le déplacement forcé de 2.000 personnes[83].

Le 6 janvier, des milices dozos ont mené une attaque contre le village de Kalala, majoritairement peuplé de Peuls, causant la mort de 13 civils. D'après les témoignages recueillis par HRW, les assaillants auraient pris pour cible la communauté peule, qu'ils suspectaient d'être affiliée ou sympathisante de groupes terroristes en raison de leur appartenance ethnique. Selon des résidents de Kalala, il s'agit de représailles suite aux offensives menées en octobre et novembre 2023 par le GSIM dans les villages voisins, lesquelles visaient la communauté bambara[84].

En août 2024, plusieurs localités du Centre ont été placées sous blocus par des groupes armés, entraînant des pénuries de médicaments et de biens essentiels, selon la presse locale. Les habitants, privés d'aide humanitaire, ont lancé un appel urgent aux autorités pour une intervention militaire. Parallèlement, une embuscade contre l'armée malienne près de Diallassagou dans la région de Mopti, menée par des combattants du GSIM, a causé la mort d'un gendarme et de 14 membres de la garde nationale. À cette époque, les groupes affiliés à al-Qaïda détenaient au moins 150 civils en otages depuis plusieurs mois et occupaient également des localités du centre du Mali[85].

5.2. Nord

Le conflit dans le nord du pays a repris en intensité à partir d'août 2023, marqué par une série d'affrontements opposant les FAMA, appuyées par les forces du groupe Wagner, et les indépendantistes touareg. En 2024, ces affrontements se poursuivent, affaiblissant mutuellement les deux parties, ce qui profite aux groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique qui étendent leur influence tout en se tenant, jusqu'à présent, à l'écart des grandes villes du Nord. La reprise des hostilités entre les forces gouvernementales et les groupes armés du Nord entrainent non seulement des pertes humaines mais provoque également des déplacements massifs de populations, aggravant la situation humanitaire[86].

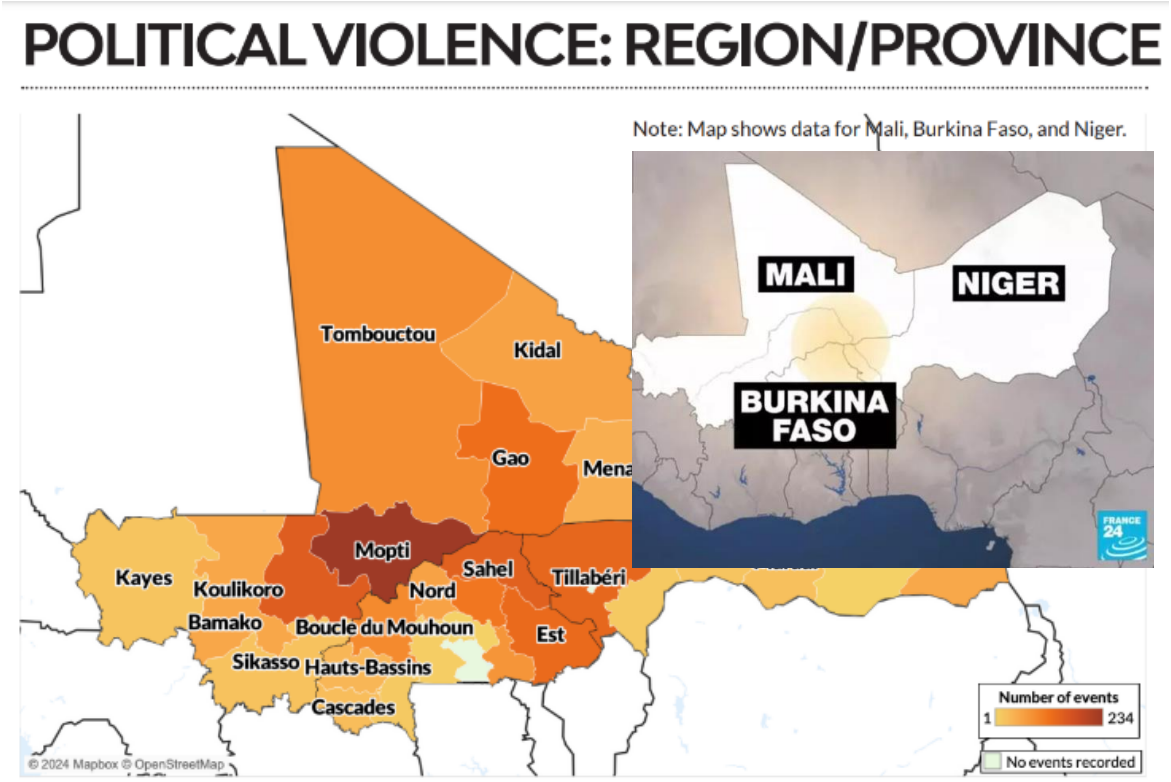


Incidents sécuritaires par type du 1er janvier au 20 septembre 2024[87]

[83] HRW, 08/05/2024, url
[84] HRW, 08/05/2024, url
[85] Studio Tamani, 28/08/2024, url ; RFI, 16/08/2024, url
[86] ICG, 13/10/2023, url
[87] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

Selon les données reprises dans le graphique ci-dessus, du 1er janvier au 20 septembre 2024, la région de Kidal présente un fort contraste avec 528 décès et 108 incidents, indiquant une violence particulièrement létale malgré un nombre d'incidents qui tourne autour de 100. Les autres régions affectées par ordre d'importance sont Gao avec 287 décès pour 146 incidents, Tombouctou avec 175 pour 104 incidents et Menaka avec 154 décès lors de 45 incidents sécuritaires répertoriés[88].

En juillet 2024, environ soixante corps, majoritairement des civils touareg, ont été retrouvés près d'Abeibara dans la région de Kidal. Selon des sources locales citées par la presse, ces personnes n'ont pas été tuées lors de combats mais exécutées par l'armée malienne et les paramilitaires de Wagner[89]. Suivant les informations de RFI qui cite des sources locales, une trentaine de personnes ont été tuées le 19 mai par l'armée malienne et ses supplétifs russes du groupe Wagner à Amassine, près d'Anefis, dans la même région. Comme l'indique la publication, « les rebelles du CSP, Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad, dénoncent le massacre de « civils » et une « campagne de nettoyage ethnique systématique »[90].



Niveau des violences par région de janvier à juin 2024 et la localisation de la « zone des trois frontières »[91]

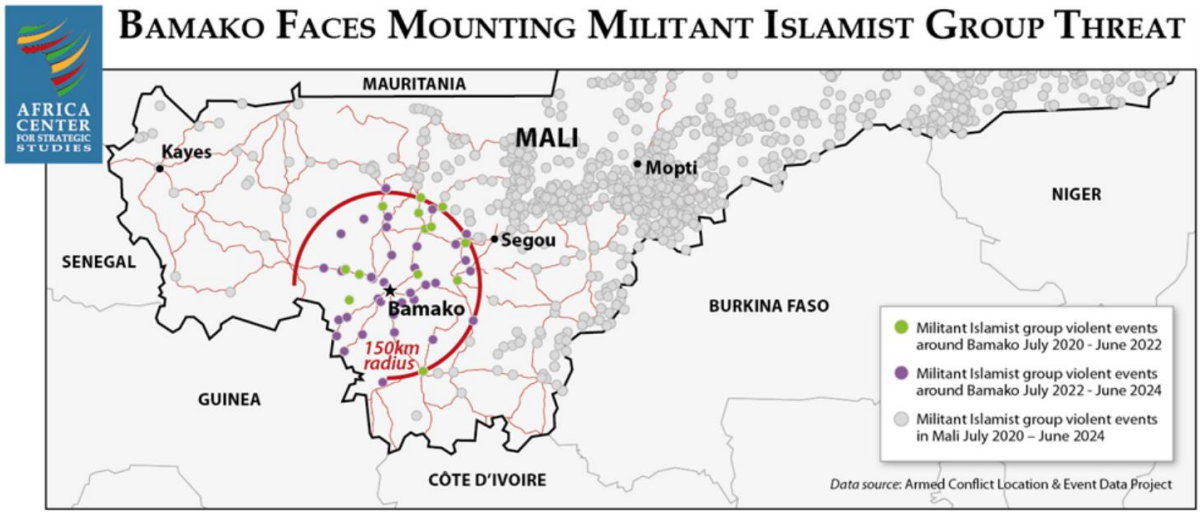
[88] ICG, 13/10/2023, url ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[89] RFI, 05/07/2024, url
[90] RFI, 21/05/2024, url
[91] ACLED, 14/08/2024, url ; France 24, 14/10/2021, url

5.3. La zone « des trois frontières »

La région dite « la zone des trois frontières » ou Liptako-Gourma (à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso[92]), couvrant une partie du centre et du nord du Mali, reste fortement affectée par les violences en 2024. Fin mars, une frappe de drone de l'armée malienne a touché une école coranique dans le village de Douna (commune de Mondoro, région de Douentza), tuant 14 civils, dont une dizaine d'enfants. Selon RFI, il s'agit d'un « secteur où les habitants subissent de longue date le joug des jihadistes du Jnim, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, lié à al-Qaïda ». Une semaine plus tôt, 14 civils, dont des femmes et des enfants, ont été tués à Amasrakad, dans la région de Gao, dans cette même « zone » [93].

D'après une évaluation menée par REACH[94] en février 2024 dans « la zone des trois frontières » couvrant les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou, en raison de l'insécurité y régnant, 84 % des localités évaluées n'avaient pas accès à leurs moyens de subsistance habituels. Les données révèlent également que dans 75% des localités, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, avec des taux particulièrement élevés à Ménaka (94%) et Mopti (91%), atteignant 73% à Ségou, 67% à Tombouctou et 51% à Gao. L'accès aux services de protection de l'enfance et de lutte anti-mine était également extrêmement limité[95].

5.4. Sud

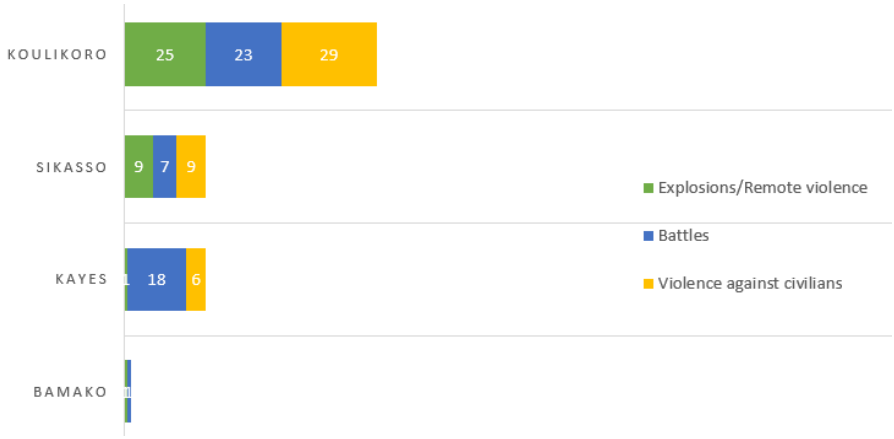


Attaques perpétrées autour de Bamako entre juillet 2020 et juin 2024[96]

Bien que les régions du sud du Mali soient globalement moins touchées par les violences que celles du centre et du nord, les évènements récents autour de la capitale malienne indiquent une intensification des incursions djihadistes dans cette partie du pays. L'attaque du 17 septembre 2024, qui a ciblé deux infrastructures militaires majeures de Bamako, confirme cette tendance et s'inscrit dans une série d'incidents violents croissants dans la région du « Grand Bamako ». D'après le CESA, le déclin de la

[92] Africanews, 13/08/2024, url
[93] RFI, 25/03/2024, url;
[94] REACH est une ONG fondée par IMPACT Initiatives, ACTED et le Programme des Nations unies pour les applications satellitaires opérationnelles (UNOSAT), qui fournit des données détaillées, des informations actualisées et des analyses approfondies sur les contextes de crise, de catastrophe et de déplacement. ReliefWeb, s.d., url
[95] REACH, 27/04/2024, url
[96] CESA, 24/09/2024, url

sécurité observé dans le Sud reflète un climat de déstabilisation généralisé au Mali, observé depuis la prise de pouvoir par la junte en août 2020. La décision de la junte malienne de relancer les combats contre les séparatistes touareg dans le Nord aurait permis aux groupes islamistes actifs dans le Centre de renforcer leur organisation et d'étendre leur influence vers les régions du sud du pays, selon cette source[97].



Incidents sécuritaires par type du 1er janvier au 20 septembre 2024[98]

Parmi les régions du sud du Mali, du 1er janvier au 20 septembre 2024, Koulikoro enregistre le plus grand nombre de décès liés aux incidents sécuritaires, avec 281 morts pour 77 incidents. Selon l'ACLED, 38 % des incidents ont ciblé des civils et tué 140 personnes tandis que 62 % ont été répertoriés comme des combats et des « explosions/remote violence »[99]. L'attaque ayant causé le plus grand nombre de victimes s'est produite le 6 mai 2024, lorsque la base militaire des FAMA à Mourdiah, dans le cercle de Nara (région de Koulikoro), a été visée par la Katiba Macina, affiliée au GSIM. Cette attaque impliquait l'utilisation de deux véhicules suicides et des tirs de mortier, causant la mort d'un civil, de cinq militaires maliens, ainsi qu'environ 30 assaillants[100]. Par ailleurs, une autre opération dans les environs de Mourdiah le 20 septembre 2024 a entraîné la mort de 30 djihadistes, lorsque les FAMA ont ciblé avec des tirs d'artillerie « deux regroupements dans des refuges terroristes », selon les sources militaires maliennes[101]. Aux alentours du 20 février 2024, une « opération » de FAMA et Wagner dans le village de Dandougou, situé dans le cercle de Banamba (région de Koulikoro) s'est soldée avec la mort de 29 civils. Un mois plus tôt, les FAMA appuyés par des mercenaires de Wagner ont tué 25 civils issus de la communauté peule dans le village de Wuro Ferro, près de Mourdiah (cercle de Nara, région de Koulikoro), avant de brûler les corps des victimes, selon des sources confidentielles citées par l'ACLED[102].

En mars 2024, trois attaques terroristes se sont produites à six heures d'intervalle dans le sud du Mali, selon les autorités de Bamako. Ces attaques, repoussées par les FAMA, ont visé un poste des douanes à Kangaba, situé à environ cent kilomètres de la capitale, ainsi que deux postes militaires, l'un dans la région de Sikasso et l'autre dans celle de Koutiala[103].

[97] CESA, 24/09/2024, url
[98] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[99] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[100] journalduniger.com, 27/05/2024, url ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[101] DIRPA, 21/09/2024, url
[102] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[103] VOA, 16/03/2024, url

En seconde position après Koulikoro en termes de nombre de décès liés à des incidents sécuritaires, Bamako recense 77 morts du 1er janvier au 20 septembre 2024, principalement liés aux deux attaques du 17 septembre 2024, selon les données de l'ACLED. Durant la même période, la région de Kayes a enregistré 41 morts dans 25 incidents, tandis que Sikasso a dénombré 16 morts également dans 25 incidents[104].

Comme l'indique le CESA dans une note publiée le 1er octobre 2024,

> « Les groupes islamistes militants continuent leur poussée vers les frontières des pays côtiers voisins du Mali. L'année dernière, deux douzaines d'incidents de cette sorte se sont ainsi produits dans un rayon de 50 km des frontières du Mali avec la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal et la Mauritanie. Quasiment aucun événement ne s'était produit dans cette région les années précédentes »[105].

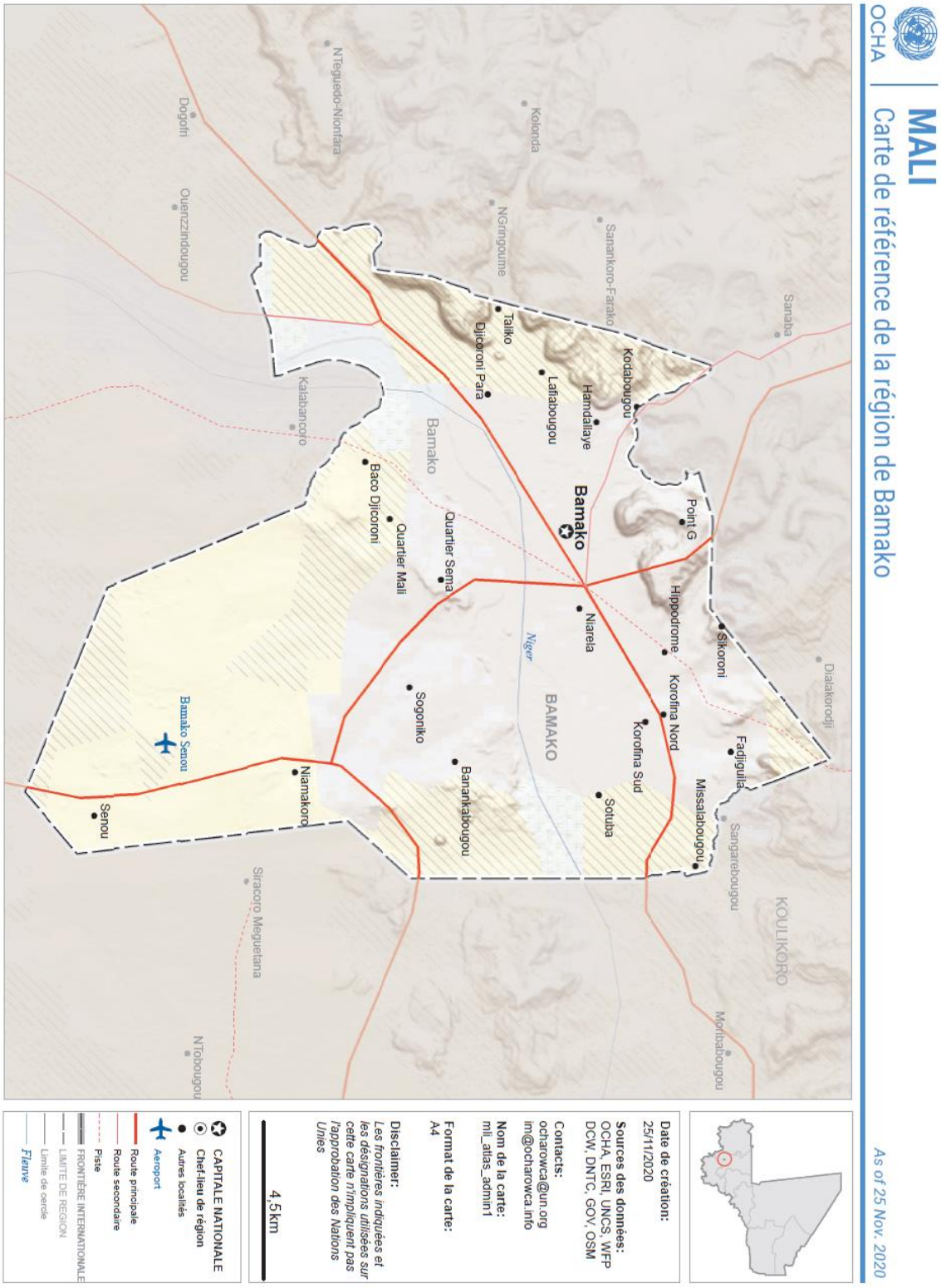
[104] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[105] CESA, 01/10/2024, url

Annexes

1. Carte du Mali[106]

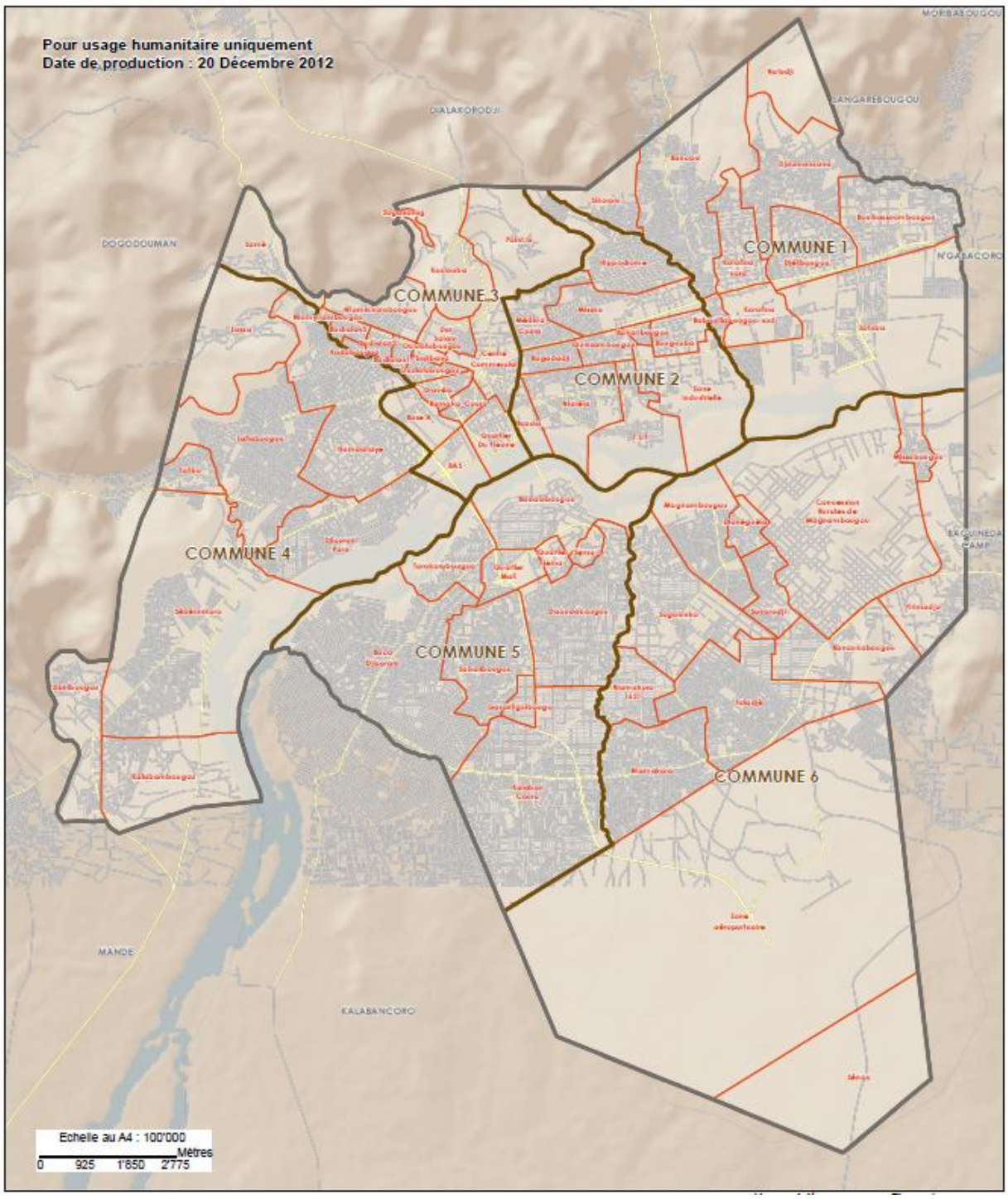
[106] ICG, 20/02/2024, url

2. Carte de référence de la région de Bamako[107]



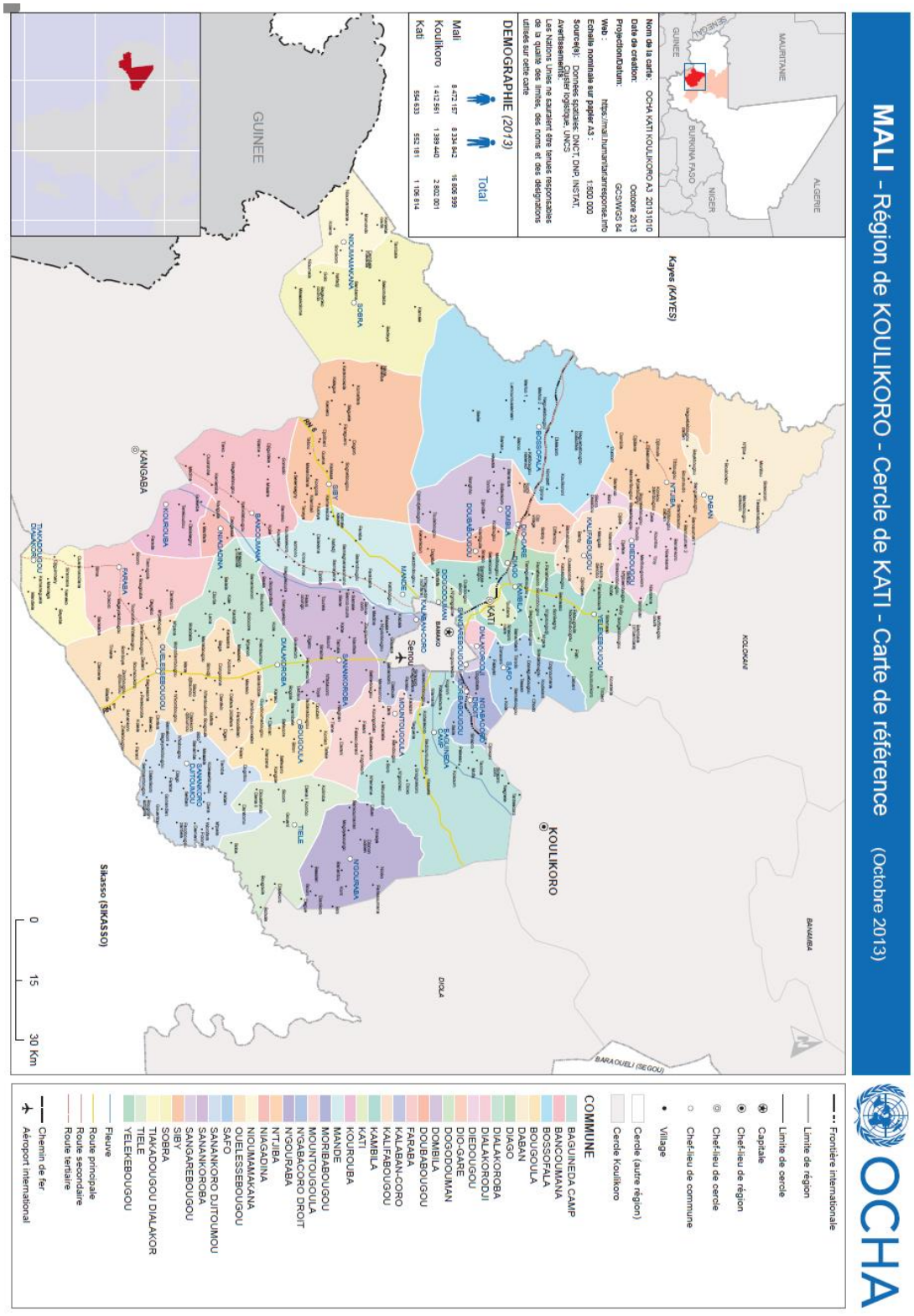
[107] OCHA, 25/11/2020, url ;

3. Ville de Bamako et ses communes[108]



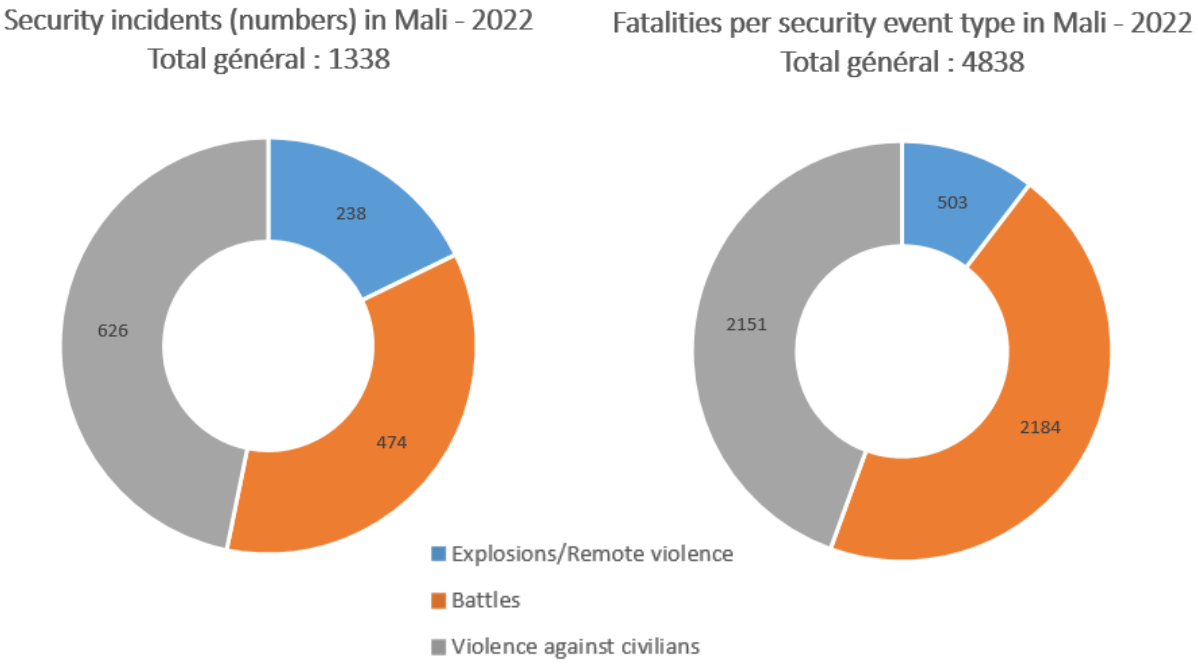
[108] REACH, 20/12/2012, url ;

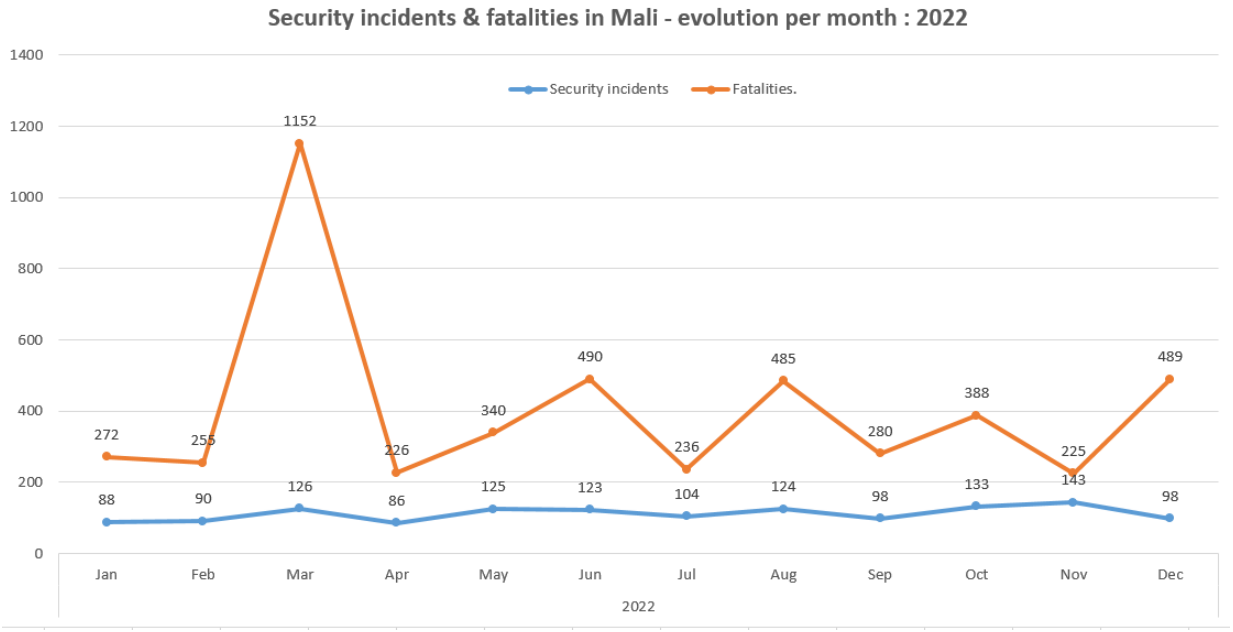
4. Région de Koulikoro[109]



[109] OCHA, 23/10/2013, url ;

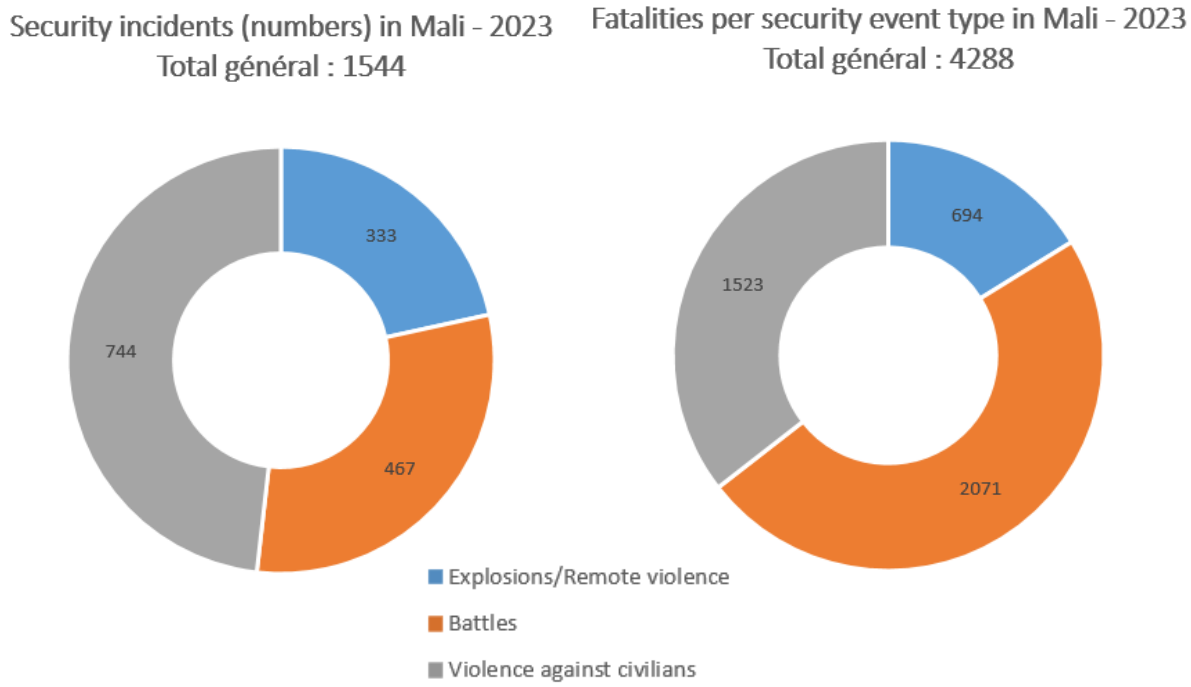
5. Types d'incidents et victimes enregistrés au Mali en 2022[110]

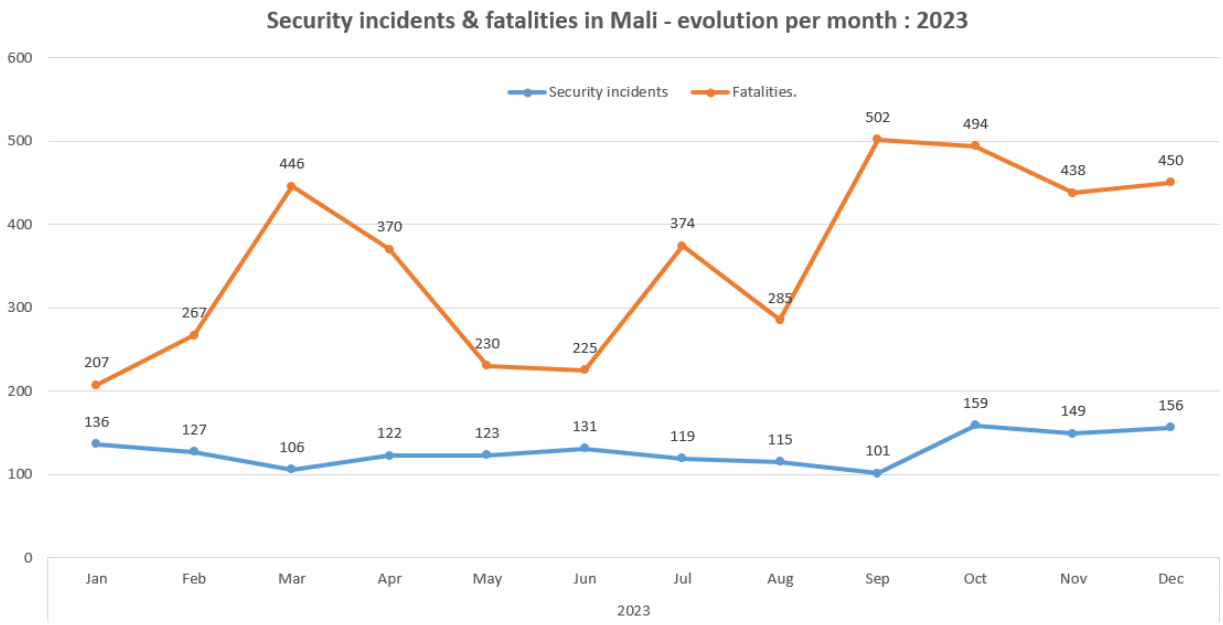




[110] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

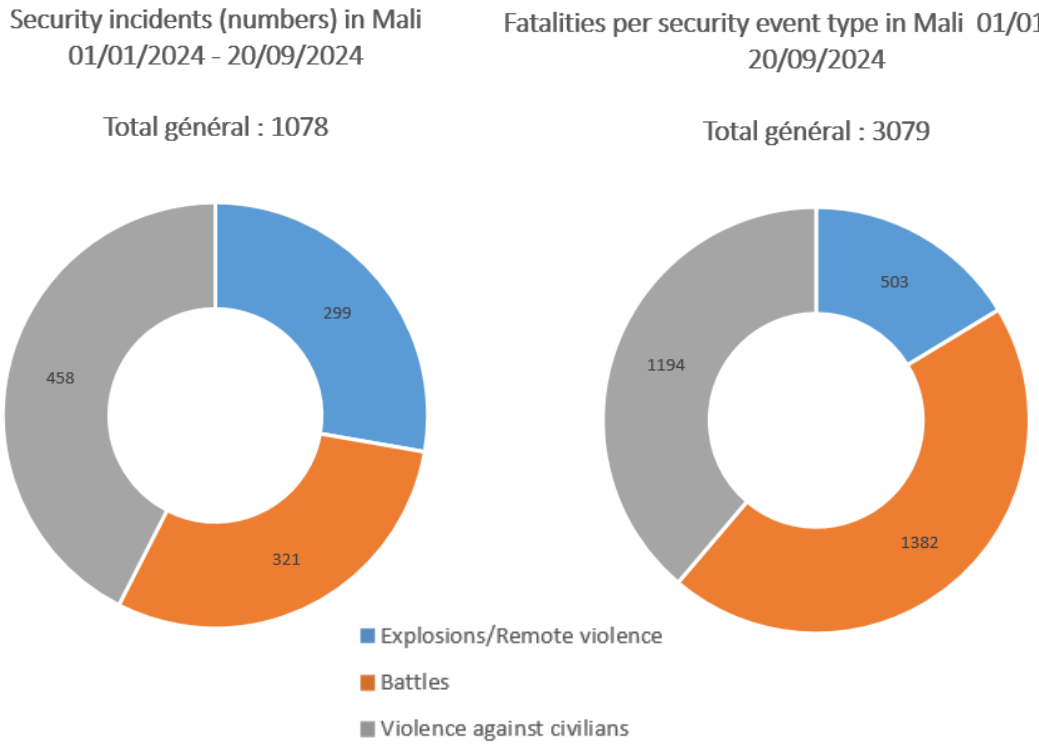
6. Types d'incidents et victimes enregistrés au Mali en 2023[111]

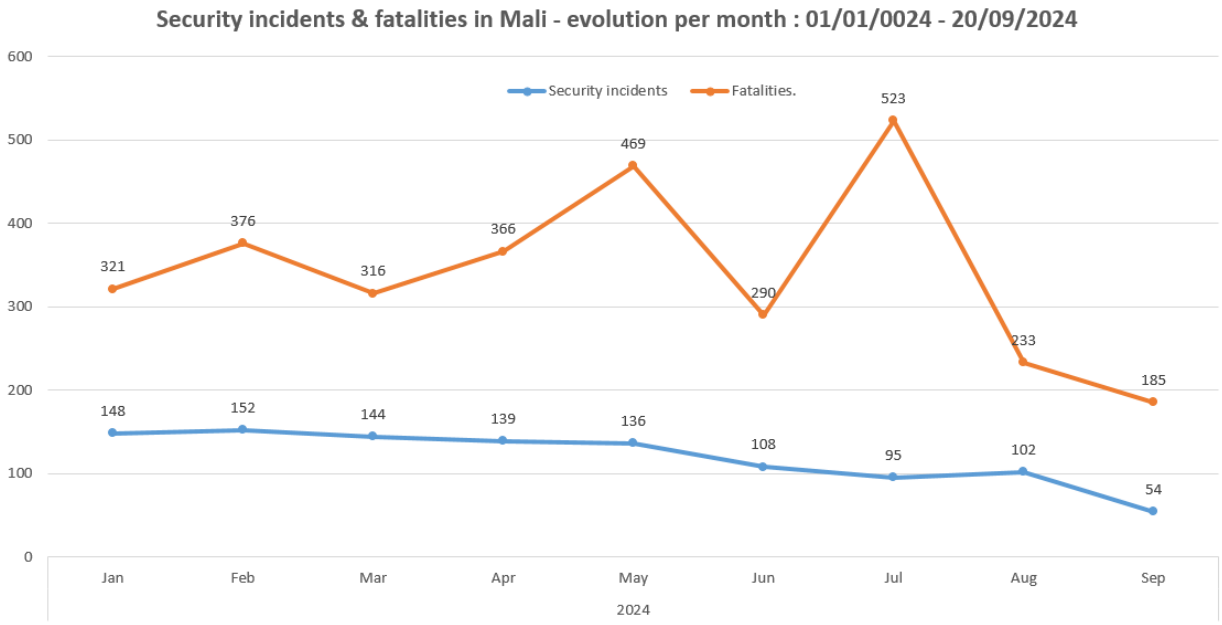




[111] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

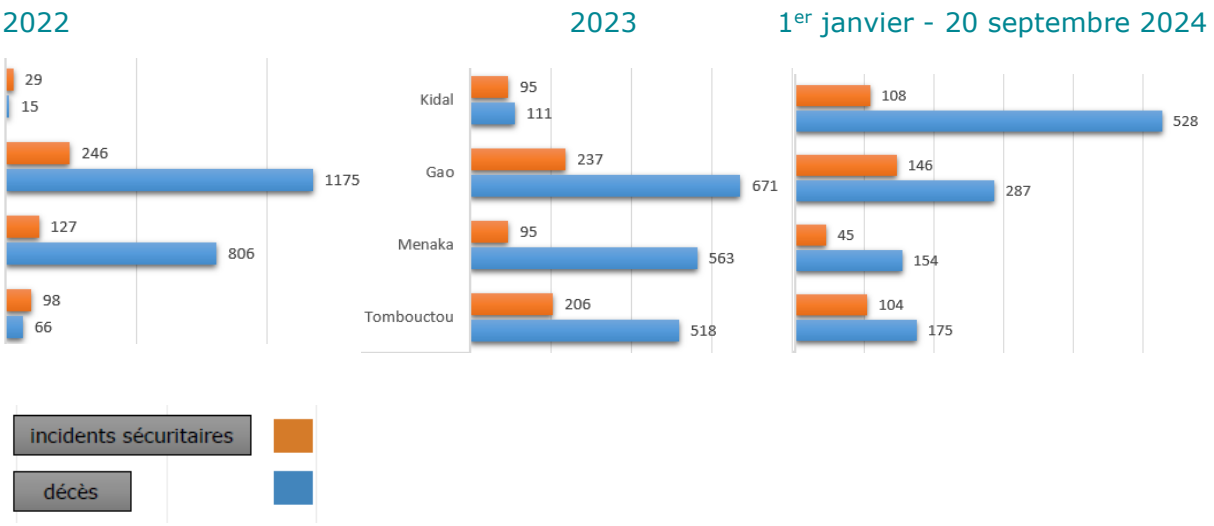
7. Types d'incidents et victimes enregistrés au Mali du 1er janvier au 20 septembre 2024[112]



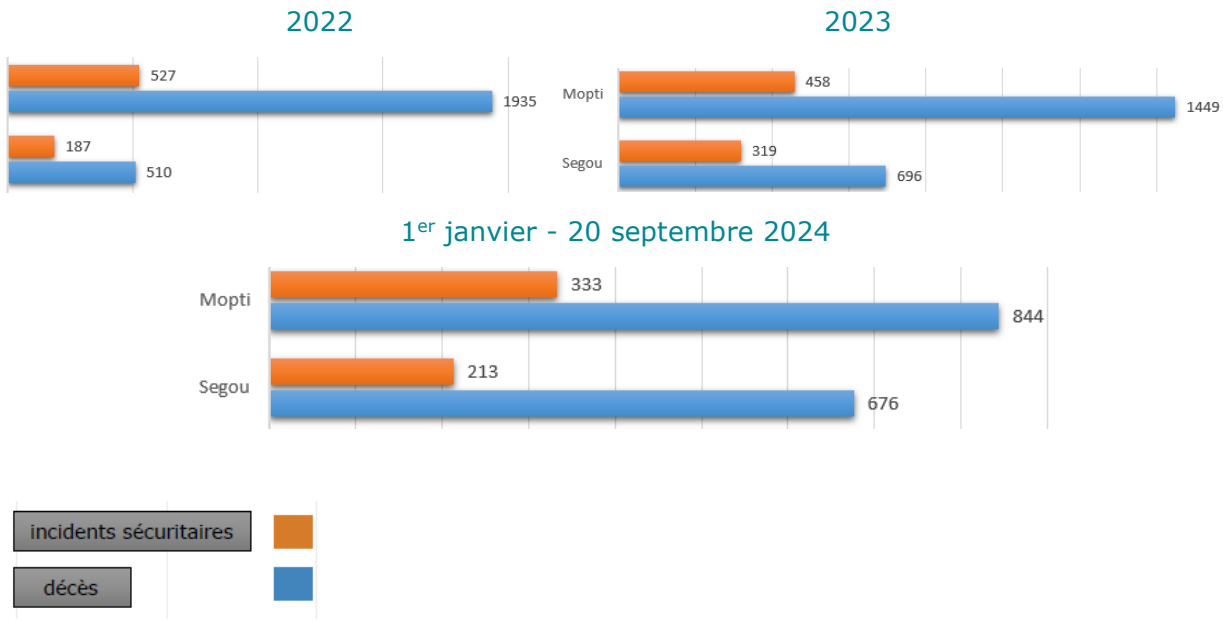


[112] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

8. Incidents et victimes enregistrés par région dans le nord du Mali[113]

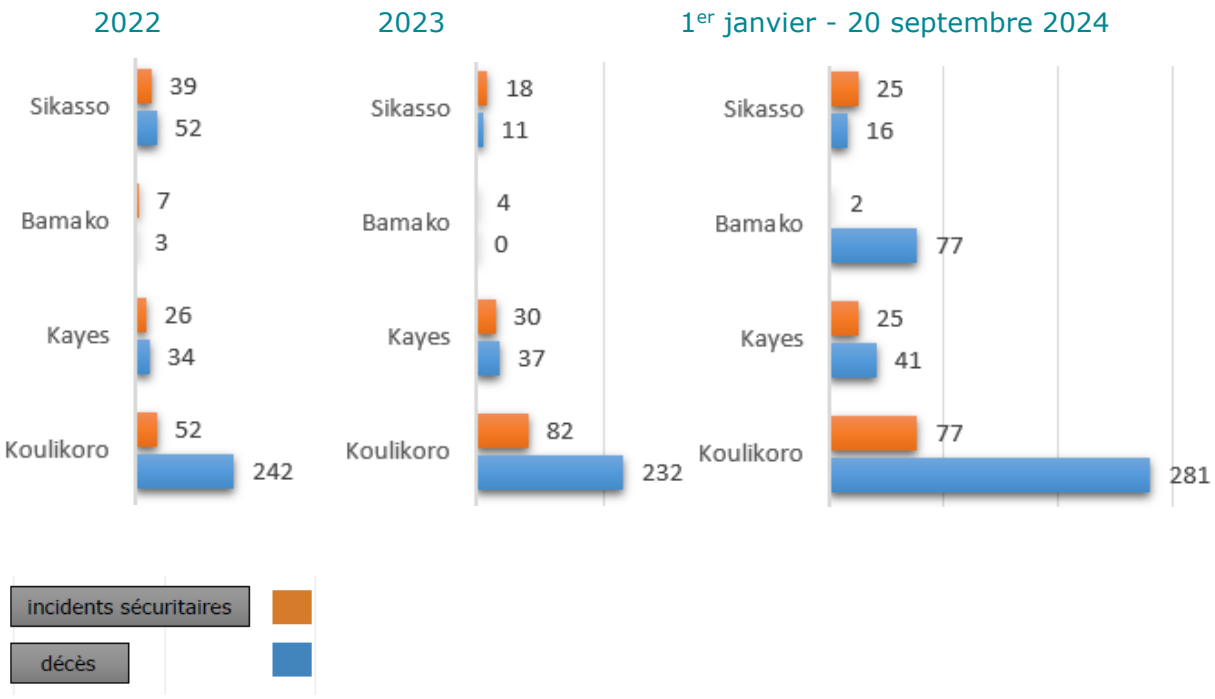


9. Incidents et victimes enregistrés par région dans le centre du Mali[114]

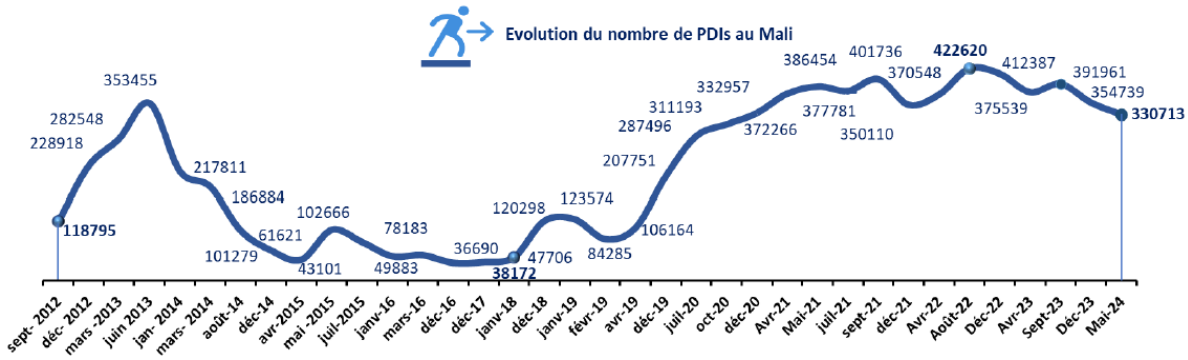


[113] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[114] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url

10. Incidents et victimes enregistrés par région dans le sud du Mali[115]



11. Nombre de PDI de septembre 2012 au mai 2024[116]



[115] ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, url
[116] IOM, 20/06/2024, url

Bibliographie

Contacts directs

Employé d'une ONG malienne basée à Bamako, entretien téléphonique, 26/09/2024, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Sources écrites et audiovisuelles

Africanews, *La zone des trois frontières au Sahel, foyer de crise multiforme*, 13/08/2024, https://fr.africanews.com/2021/08/18/la-zone-des-trois-frontieres-au-sahel-foyer-de-crise-multiforme// [consulté le 20/09/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., https://acleddata.com/about-acled/ [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Data région: Africa, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/09/2024, https://www.acleddata.com/data/ [consulté le 21/09/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548 [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *ACLED Conflict Index - ACLED*, s.d., https://acleddata.com/conflict-index/ [consulté le 20/09/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fraîchement restructuré, l'Etat islamique au Sahel vise une expansion régionale*, 30/09/2024, https://acleddata.com/2024/09/30/newly-restructured-the-islamic-state-in-the-sahel-aims-for-regional-expansion/ [consulté le 02/10/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Héni Nsaibia, Author at ACLED*, s.d., https://acleddata.com/author/heni-nsaibia/ [consulté le 20/09/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Q&A: The Wagner Group's new life after the death of Yevgeny Prigozhin*, 21/08/2024, https://acleddata.com/2024/08/21/qa-the-wagner-groups-new-life-after-the-death-of-yevgeny-prigozhin/ [consulté le 20/09/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *The Sahel: Mid-year metrics 2024*, 14/08/2024, https://acleddata.com/2024/08/14/the-sahel-mid-year-metrics-2024/#:~:text=Reported%20fatalities%20from%20civilian%20targeting,to%20the%20previous%20six%20months. [consulté le 20/09/2024]

BBC, *Mali : les autorités militaires mettent fin avec effet immédiat" à l'accord d'Alger*, 26/01/2024, https://www.bbc.com/afrique/articles/cjjzeq52zglo [consulté le 10/10/2024]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *La menace en constante évolution de l'islamisme militant en Afrique*, 26/08/2024, https://africacenter.org/fr/spotlight/fr-mig2024-menace-constante-islamisme-militant-afrique/ [consulté le 19/09/2024]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *La menace en constante évolution de l'islamisme militant en Afrique*, 26/08/2024, https://africacenter.org/fr/spotlight/fr-miq2024-menace-constante-islamisme-militant-afrique/ [consulté le 26/09/2024]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Les groupes islamistes militants progressent au Mali*, 24/09/2024, https://africacenter.org/spotlight/militant-islamist-groups-advancing-mali/ [consulté le 26/09/2024]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Un nombre record de déplacements forcés en Afrique du fait des conflits*, 19/09/2024, https://africacenter.org/fr/spotlight/record-deplacements-forces-afrique-conflits/ [consulté le 01/10/2024]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Mali. Situation sécuritaire*, 21/12/2023, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali._situation_securitaire_20231221.pdf

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Mali. Situation à Bamako*, 19/04/2024, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali._situation_a_bamako_20240419.pdf

Deutsche Welle (DW), *Fermeture de sept marchés à bétail de Bamako au Mali*, 20/09/2024, https://www.dw.com/fr/mali-marche-betail-fermeture-attaque-djihadiste/a-70287984 [consulté le 11/10/2024]

Deutsche Welle (DW), *Mali : sombre tableau des droits de l'Homme*, 08/04/2024, https://www.dw.com/fr/mali-situation-alarmante-des-droits-de-lhomme-selon-lonu/a-68754372 [consulté le 11/10/2024]

Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), *Flash Info*, 21/09/2024, https://www.fama.ml/communiques?page=2 [consulté le 11/10/2024]

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), *Dans le centre du Mali, victimes et bourreaux vivent ensemble Rapport d'enquête*, 11/2022, https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_d_enque_te_fidh_-_dans_le_centre_du_mali_victimes_et_bourreaux_vivent_ensemble.pdf [consulté le 09/10/2024]

France24, *Alliance des États du Sahel : un an après, l'échec sécuritaire face aux attaques jihadistes*, 22/09/2024, https://www.france24.com/fr/afrique/20240922-alliance-des-%C3%A9tats-du-sahel-un-an-apr%C3%A8s-ins%C3%A9curit%C3%A9-attaques-jihadisme-burkina-mali-niger?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 23/09/2024]

Health Cluster, *Bulletin N°06 2024*, 20/08/2024, https://reliefweb.int/attachments/a2398aa3-448a-4ec9-a5c0-760a9dae0562/Bulletin_Cluster_Sant%C3%A9_Juin_juillet24.pdf [consulté le 23/09/2024]

Human Rights Watch (HRW), *Mali : Des groupes islamistes armés et des milices ethniques commettent des atrocités*, 08/05/2024, https://www.hrw.org/fr/news/2024/05/08/mali-des-groupes-islamistes-armes-et-des-milices-ethniques-commettent-des-atrocites [consulté le 07/10/2024]

Institute for Economics and Peace (IEP), *Global Terrorism Index 2024*, 06/03/2024, https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2024/02/GTI-2024-web-290224.pdf [consulté le 20/09/2024]

International Crisis Group (ICG), *Attaque jihadiste du 17 septembre à Bamako : l'échec du tout-sécuritaire au Mali ?*, 24/09/2024, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/attaque-jihadiste-du-17-septembre-bamako-lechec-du-tout-securitaire-au-mali?utm_source=http://t.co/&utm_medium=social [consulté le 26/09/2024]

International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch Database*, s.d., https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=26&crisis_state=&created=-6+months&from_month=1&from_year=2024&to_month=1&to_year=2024 [consulté le 18/10/2024]

International Crisis Group (ICG), *Nord du Mali : revenir au dialogue*, 20/02/2024, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/314-nord-du-mali-revenir-au-dialogue [consulté le 04/10/2024]

International Crisis Group (ICG), *Nord du Mali : une confrontation dont personne ne sortira vainqueur*, 13/10/2023, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/nord-du-mali-une-confrontation-dont-personne-ne-sortira-vainqueur [consulté le 09/10/2024]

International Organization for Migration (IOM), *Mali — Rapport sur les Mouvements de Populations (MAI 2024)*, 20/06/2024, https://dtm.iom.int/node/39561 [consulté le 11/09/2024]

Jeune Afrique, *Au Mali, les attaques jihadistes à Bamako ont fait plus de 70 morts*, 19/09/2024, https://www.jeuneafrique.com/1611232/politique/au-mali-les-attaques-jihadistes-a-bamako-ont-fait-plus-de-70-morts/ [consulté le 24/09/2024]

Jeune Afrique, *L'attaque jihadiste à Bamako confirme l'expansion du risque terroriste au Sahel*, 19/09/2024, https://www.jeuneafrique.com/1611068/politique/lattaque-jihadiste-sur-bamako-confirme-lexpansion-du-risque-terroriste-au-sahel/ [consulté le 24/09/2024]

journalduniger.com, *Mali : Une attaque terroriste repoussée par les FAMa à Mourdiah - Journal du niger*, 27/05/2024, https://www.journalduniger.com/mali-une-attaque-terroriste-repoussee-par-les-fama-a-mourdiah/ [consulté le 11/10/2024]

Le Grand Continent, *10 points sur la géopolitique de Wagner au Sahel*, 31/07/2024, https://legrandcontinent.eu/fr/2024/07/31/10-points-sur-la-geopolitique-de-wagner-au-sahel/ [consulté le 23/09/2024]

Le Monde, *Au Mali, l'armée et le Groupe Wagner manœuvrent dans la région de Kidal*, 23/09/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/09/23/au-mali-l-armee-et-le-groupe-wagner-manuvrent-dans-la-region-de-kidal_6330122_3212.html [consulté le 24/09/2024]

Le Monde, *Au Mali, les groupes séparatistes forment une nouvelle coalition*, 03/05/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/05/03/au-mali-les-groupes-separatistes-forment-une-nouvelle-coalition_6231328_3212.html [consulté le 07/10/2024]

Le Monde, *Dans le nord du Mali, les drones ukrainiens éclaircissent l'horizon des rebelles*, 10/10/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/10/dans-le-nord-du-mali-les-drones-ukrainiens-eclaircissent-l-horizon-des-rebelles_6348009_3212.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter&random=1013828093 [consulté le 11/10/2024]

MaliJet, *Malijet - Attaques à Bamako : Des mesures d'après*, 25/09/2024, https://malijet.com/actualite_de_la_nation_malienne/295155-attaques-a-bamako--des-mesures-d [consulté le 27/09/2024]

Maliweb.net, *Fermeture de 7 marches à bétail de Bamako : Les autorités promettent l'ouverture de nouveaux marchés à Kati-dral, à Sanakoroba et à Zantiguila*, 25/09/2024, https://www.maliweb.net/economie/elevagepeche/fermeture-de-7-marches-a-betail-de-bamako-les-autorites-promettent-louverture-de-nouveaux-marches-a-kati-dral-a-sanakoroba-et-a-zantiguila-3078456.html [consulté le 11/10/2024]

Protection Cluster, HCR, *MALI Analyse de Protection Mise à jour des tendances en matière de conflits et de risques de protection au premier semestre 2024*, 12/08/2024, https://reliefweb.int/attachments/da21b072-22ff-470b-ba2d-813e8d08fa7c/analyse_pau_mali_semestre_1_2024_gpc.pdf [consulté le 11/09/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: affrontements meurtriers entre l'armée et les jihadistes dans la région de Mopti*, 16/08/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240816-mali-affrontements-meurtriers-entre-l-arm%C3%A9e-et-les-jihadistes-dans-la-r%C3%A9gion-de-mopti [consulté le 11/10/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: l'armée et Wagner font au moins 29 morts à Amassine, dans la région de Kidal*, 21/05/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240521-mali-l-arm%C3%A9e-et-wagner-font-au-moins-29-morts-%C3%A0-amassine-dans-la-r%C3%A9gion-de-kidal [consulté le 11/10/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: le Jnim a fait plus de 70 morts lors de la double attaque jihadiste du 17 septembre à Bamako*, 20/09/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240919-mali-le-jnim-li%C3%A9-%C3%A0-al-qa%C3%AFda-a-fait-plus-de-70-morts-lors-de-la-double-attaque-du-17-septembre-%C3%A0-bamako?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 24/09/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: une dizaine d'enfants tués par une frappe de drones de l'armée*, 25/03/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240325-mali-une-dizaine-d-enfants-tu%C3%A9s-par-une-frappe-de-drones-de-l-arm%C3%A9e [consulté le 11/10/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: une semaine après les attaques jihadistes à Bamako, les interpellations se poursuivent et inquiètent*, 23/09/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240923-mali-une-semaine-apr%C3%A8s-les-attaques-jihadistes-%C3%A0-bamako-les-interpellations-se-poursuivent-et-inqui%C3%A8tent [consulté le 24/09/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: une soixantaine de corps retrouvés près d'Abeibara, dans la région de Kidal*, 05/07/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240705-mali-une-soixantaine-de-corps-retrouv%C3%A9s-pr%C3%A8s-d-abeibara-dans-la-r%C3%A9gion-de-kidal [consulté le 11/10/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Nord du Mali: des questions autour d'une attaque meurtrière de drones à Tinzaouatène*, 26/08/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240826-nord-du-mali-des-questions-autour-d-une-attaque-meurtri%C3%A8re-de-drones-%C3%A0-tinzaouat%C3%A8ne [consulté le 11/10/2024]

Radio France Internationale (RFI), *Un an après sa création, quel bilan pour l'Alliance des États du Sahel?*, 16/09/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240916-un-an-apr%C3%A8s-sa-cr%C3%A9ation-quel-bilan-pour-l-alliance-des-%C3%A9tats-du-sahel [consulté le 24/09/2024]

REACH, *Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières (HSM) - Mali | Février 2024 - Mali*, 27/04/2024, https://reliefweb.int/report/mali/evaluation-de-la-situation-humanitaire-dans-la-zone-des-trois-frontieres-hsm-mali-fevrier-2024 [consulté le 11/10/2024]

REACH,, *Mali: Ville de Bamako, Carte de Référence (20 Décembre 2012) - Mali*, s.d., https://reliefweb.int/map/mali/mali-ville-de-bamako-carte-de-r-f-rence-20-d-cembre-2012 [consulté le 11/10/2024]

Reliefweb Response, *Cluster Education Mali*, s.d., https://response.reliefweb.int/mali/education [consulté le 02/10/2024]

Reliefweb, *Cluster Education Mali - Situation des Ecoles, Mai 2024*, 10/07/2024, https://reliefweb.int/attachments/71919239-f1f5-4f08-b5c9-7302744e6869/Cluster%20Education%20Mali%20-%20Situation%20des%20Ecoles%2C%20Mai%202024.pdf [consulté le 02/10/2024]

Reuters, *Why West Africa is now the world's terrorism hotspot,* 24/09/2024, https://www.reuters.com/world/africa/west-africa-becomes-global-terrorism-hotspot-western-forces-leave-2024-09-24/ [consulté le 24/09/2024]

Studio Tamani, Compromis difficile autour de la délocalisation des marchés à bétail à Bamako, 25/09/2024, https://www.studiotamani.org/172708-compromis-difficile-autour-de-la-delocalisation-des-marches-a-betail-a-bamako [consulté le 11/10/2024]

Studio Tamani, La zone de l'inter-fleuve de Macina est sous occupation, 28/08/2024, https://www.studiotamani.org/170762-la-zone-de-linter-fleuve-de-macina-est-sous-occupation [consulté le 11/10/2024]

Studio Tamani, *La zone de l'inter-fleuve de Macina est sous occupation*, 28/08/2024, https://www.studiotamani.org/170762-la-zone-de-linter-fleuve-de-macina-est-sous-occupation [consulté le 11/10/2024]

The New Humanitarian, *Mali junta vows to take on jihadists after Bamako attack*, 23/09/2024, https://www.thenewhumanitarian.org/news/2024/09/23/mali-junta-vows-take-jihadists-after-bamako-attack?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=0f4568cbe0-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_ENGLISH_AFRICA&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-0f4568cbe0-73543225 [consulté le 24/09/2024]

UN News, *Le Conseil de sécurité inquiet de la situation sécuritaire, politique et humanitaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel*, 24/05/2024, https://news.un.org/fr/story/2024/05/1145881 [consulté le 20/09/2024]

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Mali - Carte de référence de la région de Bamako (as of 25 November 2020) - Mali*, 25/11/2020, https://reliefweb.int/map/mali/mali-carte-de-reference-de-la-region-de-bamako-25-november-2020 [consulté le 20/09/2024]

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Mali - Région de Koulikoro - Cercle de Kati : Carte de référence (Octobre 2013) - Mali*, 23/10/2013, https://reliefweb.int/map/mali/mali-r%C3%A9gion-de-koulikoro-cercle-de-kati-carte-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-octobre-2013 [consulté le 20/09/2024]

Voice of America (VOA), *L'armée annonce avoir repoussé trois attaques "terroristes" dans le Sud du Mali*, 16/03/2024, https://www.voaafrique.com/a/mali-l-arm%C3%A9e-annonce-avoir-repouss%C3%A9-trois-attaques-terroristes-dans-le-sud/7530555.html [consulté le 11/10/2024]